



CTB



RAPPORT DES RESULTATS 2015

PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT
DE L'ELEVAGE DU ZEBU MAURE DANS
LE CERCLE DE NARA MLI 09 028 11
(PRODEZEM)



ACRONYMES.....	4
1 APERÇU DE L'INTERVENTION.....	6
1.1 FICHE D'INTERVENTION.....	6
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE.....	7
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE.....	7
1.3.1 <i>Pertinence</i>	7
1.3.2 <i>Efficacité</i>	8
1.3.3 <i>Efficiéce</i>	8
1.3.4 <i>Durabilité potentielle</i>	9
1.4 CONCLUSIONS.....	10
2 MONITORING DES RESULTATS.....	12
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE.....	12
2.1.1 <i>Contexte général</i>	12
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	12
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	13
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	13
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	14
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	14
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	14
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	16
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	19
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	19
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	20
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	23
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	23
2.4.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	24
2.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	25
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	27
2.5.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	27
2.5.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	27
2.5.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	28
2.6 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4.....	30
2.6.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	30
2.6.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	30
2.6.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	32
2.7 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 5.....	34
2.7.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	34
2.7.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	34
2.7.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	36
2.7.4 <i>Activités transversales : Système d'information géographique</i>	38
2.7.5 <i>Thèmes transversaux</i>	39
2.7.6 <i>Genre</i>	39
2.7.7 <i>Environnement</i>	41

2.8	GESTION DES RISQUES.....	42
3	PILOTAGE ET APPRENTISSAGE.....	50
3.1	REORIENTATIONS STRATEGIQUES	50
3.2	RECOMMANDATIONS.....	51
3.3	ENSEIGNEMENTS TIRES.....	51
4	ANNEXES	54
4.1	CRITERES DE QUALITE.....	54
4.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	58
4.3	CADRE LOGIQUE MIS A JOUR	59
4.4	APERÇU DES MORE RESULTS	59
4.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	60
4.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	65

Acronymes

AG	Amélioration génétique
AGR	Activité génératrice de revenus
APCAM	Assemblée permanente des chambres d'agriculture du Mali
BAB	Banque d'aliment bétail
CA	Chiffre d'affaires
CACLE	Cadre de concertation local et d'échange
CCOSAD	Comité communal d'orientation et de suivi des actions de développement
CLOCSAD	Comité local d'orientation et de suivi des actions de développement
CNIA	Centre national d'insémination artificielle
CNOSAGA	Commission nationale d'orientation et de surveillance des actions d'amélioration génétique animale
CRA	Chambre régionale d'agriculture
CT	Collectivités territoriales
CTB	Coopération Technique Belge, Agence belge de développement
CTOS	Commission technique d'orientation et de suivi
CVPP	Cabinet vétérinaire privé polyvalent
CVR	Cabinet vétérinaire rural
DAO	Dossier d'appel d'offres
DFM	Direction des finances et du matériel
DLCA	Délégation locale de la chambre d'agriculture
DNPIA	Direction nationale des productions et des industries animales
DRPIA	Direction régionale des productions et des industries animales
DRSV	Direction régionale des services vétérinaires
ER	Eleveur relais
ES	Eleveurs sélectionneurs
FAR	Femelle en âge de reproduction
FBSA	Fonds belge pour la sécurité alimentaire
GAR	Gestion axée sur les résultats
ICD	Initiatives Conseils Développement (ONG)
IER	Institut d'économie rurale
IMF	Institution de micro finance

IOV	Indicateur objectivement vérifiable
LAF	Local Administrator finance
MDR	Ministère du Développement Rural
M&E	Monitoring et Evaluation
NEPAD	New parternship for Africa's development
OP	Organisation paysannes
PADK-II	Projet d'appui à la décentralisation dans la région de Koulikoro - deuxièm phase
PAG	Programme d'amélioration génétique
PAI-MEP	Projet d'appui institutionnel au Ministère de l'Elevage et de la Pêche
PAPAM	Projet d'appui à la productivité agricole au Mali
PDSEC	Programme de développement social économique et culturel
PGVA	Projet pour la protection des végétaux autochtones
PPR	Peste des petits ruminants
PRAPS	Projet régional d'appui au pastoralisme au sahel
PRODEL-K	Projet de développement de l'élevage dans la région de Koulikoro
PRODEFA	Projet d'appui au développement de la filière aquacole à Sikasso
PRODEVALAIT	Projet de développement et de valorisation du lait crû local
PRODEZEM	Projet d'appui au développement de l'élevage du zébu Maure
PV	Poste vétérinaire
RGA	Ressources génétiques animales
RSAP	Réseau de santé animale de proximité
S/E	Suivi et évaluation
SC	Sociétés coopératives
SDAM	Score de diversité alimentaire des ménages
SDSES	Service du développement social et de l'économie solidaire
SIG	Système d'information géographique
SLPIA	Service local des productions et des industries animales
SMCL	Structure mixte de concertation locale
STD	Service technique déconcentré
SV	Service vétérinaire
UAC	Unité d'appui et de coordination,
UAPIA	Unité d'appui des productions et des industries animales
VSF-B	Vétérinaires sans frontières – Belgique (ONG)

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Projet d'Appui au Développement de l'Élevage du Zébu Maure dans le cercle de Nara (PRODEZEM)
Code de l'intervention	MLI 09 028 11
Localisation	Cercle de Nara dans la Région de Koulikoro
Budget total	8.000.000€ (contribution belge) et 800.000€ (contribution malienne)
Institution partenaire	Direction Nationale des Productions et des Industries Animales (DNPIA) du Ministère de l'Élevage et de la Pêche (MEP).
Date de début de la Convention spécifique	08/12/2009
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	01/04/2010 26/04/2010
Date prévue de fin d'exécution	31/12/2016
Date de fin de la Convention spécifique	07/06/2017
Groupes cibles	Populations du Cercle de Nara
Impact¹	La sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté sont renforcées dans le cercle de Nara.
Outcome	La productivité des systèmes d'élevages est améliorée dans le cercle de Nara grâce à l'amélioration des conditions d'élevage et à la sélection du zébu Maure.
Outputs	L'accès aux ressources pastorales est amélioré dans cinq communes du Cercle de Nara. La gestion technique des élevages traditionnels est améliorée. La commercialisation des productions de l'élevage est mieux organisée et plus rémunératrice. Les capacités des acteurs institutionnels locaux à collaborer pour appuyer le développement de l'élevage sont améliorées. Un programme de préservation et de sélection du zébu Maure est initié.
Année couverte par le rapport	2015

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

1.2 Exécution budgétaire

	Budget	Dépenses						Solde au 31/12/2015	Taux de déboursement fin 2015
		2010	2011	2012	2013	2014	2015		
Total	8 000 000	314 965	683 727	803 923	1 335 027	1 531 066	1 642 927	1 688 365	79%
Résultat 1	1 550 490	8 222	10 637	22 391	245 314	210 736	335 057	718 133	54%
Résultat 2	809 283		18 249	17 105	341 751	281 098	12 610	138 470	83%
Résultat 3	596 064		40 256	777	19 772	98 750	311 208	125 302	79%
Résultat 4	706 766		201 882	119 046	67 065	159 125	97 134	61 251	91%
Résultat 5	1 175 936	929	12 839	207 428	180 118	220 392	453 507	100 723	91%
Réserves budgétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	
Volet Z	3 161 462	305 813	399 866	437 177	481 008	560 964	433 411	544 486	83%

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

Le projet s'inscrit pleinement dans la vision du Ministère du Développement Rural qui met les productions agricoles (agriculture et élevage) et la sécurité alimentaire au centre de ses préoccupations. Il est en phase avec la Politique de Développement Agricole (PDA), la Loi d'Orientation Agricole (LOA), la Charte pastorale et le Programme quinquennal d'aménagements pastoraux.

Les actions sur le terrain répondent aux besoins exprimés par les bénéficiaires à travers le PDSEC du cercle de Nara et voudraient contribuer à faire de l'élevage un véritable levier socioéconomique au niveau local. Dans cette optique, l'intervention répond parfaitement aux aspirations des bénéficiaires qui sont en premier lieu les populations du cercle de Nara.

L'intervention est cogérée avec la Direction Nationale des Productions et des Industries Animales (DNPIA) et plus particulièrement avec son service déconcentré de la Région de Koulikoro (DRPIA). Ce dernier assure l'harmonisation de toutes les interventions du sous-secteur de l'élevage au niveau régional.

L'intervention bénéficie d'un double ancrage en abordant la question de la sélection animale au niveau opérationnel et institutionnel : (i) sur le terrain, le projet appuie l'émergence d'éleveurs sélectionneurs du zébu Maure dans son berceau de race; et (ii) au niveau central, l'appui institutionnel renforce les capacités des cadres de la DNPIA en vue d'une élaboration participative d'une stratégie nationale de gestion des ressources génétiques animales.

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

L'accès aux ressources pastorales s'est amélioré (temps d'exploitation des périmètres pastoraux, disponibilité de l'eau potable) et leur gestion rentre progressivement dans les pratiques des usagers (par exemple, la lutte contre les feux de brousse devient un réflexe presque spontané de la part des populations).

Un réseau de santé animale de proximité a sensiblement augmenté la couverture sanitaire du bétail. L'augmentation du maillage des infrastructures d'élevage et le renforcement des acteurs des filières animales contribuent sensiblement à l'amélioration de la commercialisation des productions de l'élevage. Par ailleurs, les BAB permettent l'utilisation des aliments bétail par les éleveurs en toute saison ; ce qui induira une augmentation progressive des productions animales réconfortant ainsi la promotion des filières animales.

Aussi, les éleveurs de zébu Maure sont motivés et déjà organisés autour de l'activité de sélection. Cependant, leur encadrement par les agents étatiques se révèle peu adapté car ne cadrant pas avec leur mission régaliennne de contrôle. L'intervention devrait réussir à adapter ses stratégies en fonction des recommandations qui seront édictées par la future stratégie de gestion des RGA en cours d'élaboration.

Enfin, au niveau central, l'appui institutionnel à la DNPIA a déjà produit des changements dont certains n'étaient pas initialement escomptés ; ils contribuent au processus d'appropriation de la stratégie de gestion des RGA par ses différents acteurs.

De manière globale, sur le terrain, les résultats acquis concourent à l'amélioration des conditions d'élevage et de sa productivité ; tandis qu'au niveau central, la stratégie de gestion des RGA favorisera l'harmonisation des interventions en élevage.

1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

Entamé depuis décembre 2014, le traitement des dossiers de marchés publics au niveau régional de Koulikoro a permis une amélioration sensible de l'efficience du projet. A cet effet, au cours de la période sous revue, c'est un total de 9 marchés publics qui ont été traités accélérant ainsi la mise en œuvre des activités du projet sur le terrain.

Sur le terrain, la tenue régulière de réunions trimestrielles de programmation conjointe avec les structures partenaires et les organisations d'éleveurs a boosté la mise en œuvre des activités et leur appropriation par les groupes cibles. Les appuis aux communes ont favorisé la tenue des cadres de concertation et une prise en compte des actions d'élevage dans les PDSEC et une réduction des conflits liés à l'élevage.

Une série d'ateliers de renforcement des capacités des cadres de la DNPIA et de ses démembrés, de l'APCAM et des OP en divers domaines cadrant avec l'AG et l'organisation des éleveurs de races, a favorisé le démarrage du processus d'élaboration participative d'une stratégie nationale de gestion des RGA ; sa validation est attendue en début 2016.

Les Ordonnateurs ont facilité la disponibilité des ressources financières. Ainsi, l'absorption financière de la planification 2015 a atteint un niveau très appréciable de 89,1%. Après cinq ans d'exécution physique, le taux global d'exécution budgétaire de 79% peut être jugé de relativement faible; il s'explique par les différentes perturbations vécues en 2012 et 2013 et aux lenteurs des procédures de marchés publics connues jusqu'en 2014.

1.3.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

Pour sa durabilité économique, en partenariat avec tous les autres acteurs, l'intervention met en œuvre plusieurs actions dont les principales sont :

- L'intégration de toutes actions d'investissements et de renforcement des capacités dans les PDSEC;
- La mise en cohérence des OP des bénéficiaires avec les textes légaux et le processus de décentralisation en cours au Mali ;
- L'entame de la mutualisation de la maintenance des ouvrages des périmètres pastoraux ;
- La réalisation d'études d'élaboration des plans d'affaires des CVR et des infrastructures marchandes pour une vision économique soutenue; celles-ci seront suivies de plans d'actions de mise en œuvre des recommandations.
- L'entame du processus d'élaboration participative d'une stratégie nationale de gestion des RGA dans laquelle s'inscriront dorénavant toutes les interventions de conservation et de sélection des races dans leurs berceaux d'origine ainsi que les actions d'amélioration génétique (IA pour croisements entre races ou intra races) du Mali.
- Le déploiement sur le terrain d'un dispositif opérationnel de sélection du zébu Maure et l'organisation des éleveurs qui y adhèrent.

D'une manière globale, le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles se traduit par une réelle adhésion à la préservation de l'environnement, à la gestion des infrastructures filières et au programme de sélection du zébu Maure.

Par ailleurs, grâce à l'appui institutionnel du projet, la DNPIA et le Cabinet du MDR ont déjà, chacun en ce qui le concerne, mis en place une structure qui contribuera à la mise en œuvre de la future stratégie nationale de gestion des RGA.

1.4 Conclusions

D'une manière spécifique à la zone sahélienne, la campagne pastorale commence au mois de mai et se termine en avril de l'année qui suit. Dans ce contexte, les facteurs agro climatiques qui prévalent au cours d'une année répercutent leur incidence sur l'environnement, le cheptel et les populations au cours de l'année suivante voire même au-delà, parfois.

Ainsi, les faibles pluviométries et les poches de sécheresse enregistrées en 2014 n'ont pas favorisé la régénérescence d'un couvert végétal bien fourni ; par endroit les récoltes agricoles ont été en deçà des attentes et les troupeaux ont marqué des déplacements du Nord vers le Sud à la recherche des fourrages et des points d'eau. Ce sont ces conditions qui expliquent notamment la baisse de la productivité des troupeaux enregistrée en 2015.

Nonobstant ces contraintes environnementales inféodées à la zone sahélienne, les populations développent des mécanismes de résilience et dans cette perspective adhèrent progressivement aux actions du projet comme le témoignent les éléments clés de ce rapport :

- La préservation des ressources pastorales grâce au processus de réhabilitation d'un quatrième périmètre pastoral faisant ainsi une superficie totale de 71.604 ha de parcours aménagés pouvant accueillir les animaux pendant 8 mois ; les infrastructures d'exhaure peuvent abreuver un maximum de près de 10 000 têtes de bovins, 40 000 ovins/caprins, 150 camelins et 500 asins par jour en saison sèche.
Le démarrage d'un processus de création de trois nouveaux périmètres pastoraux couvrant 56.000 ha et pouvant accueillir près de 10.000 têtes de bovins et des milliers de petits ruminants pendant les 8 mois de saison sèche. L'entame des travaux de récupération de 1 000 ha de sols dégradés, la poursuite des campagnes de sensibilisation des populations et des collectivités sur la lutte contre les feux de brousse et l'ouverture des pare-feux. La récupération des sols dégradés et la lutte contre les feux de brousse sont des actions d'éducation des populations à la préservation d'un environnement propice à l'élevage hors périmètres pastoraux.
- L'amélioration de la couverture sanitaire jusqu'à 70% grâce à un réseau de santé animale de proximité comprenant cinq cabinets vétérinaires ruraux dont deux se sont révélés défectueux sous la période couverte et sont en cours de remplacement.
- La mise en place d'une structure de coordination des onze BAB à vocation de mise à la disposition des éleveurs de l'aliment bétail pour atténuer les effets néfastes de la période de soudure sur les animaux.
- L'appui à 500 ménages vulnérables à travers une dotation de noyaux de petits ruminants (représentant un capital animal reproductif) et d'une traction asine (représentant une force de travail).
- L'appui aux acteurs institutionnels locaux dans leurs missions régaliennes sur terrain d'une part et, d'autre part, au niveau de la DNPIA et du Cabinet du MDR. A cet effet, il faut noter que l'élaboration participative d'une stratégie nationale de gestion des RGA a débuté et sa validation est attendue en début 2016 sous la responsabilité du Cabinet du MDR.

A la fin de la première phase de l'intervention, un total de 7 périmètres pastoraux sera mis à la disposition des pasteurs et de leurs troupeaux. Il est dès lors possible de penser à des mesures d'accompagnement complémentaires afin d'induire l'émergence de véritables filières animales autour de ces aménagements. En particulier, les éleveurs

pourraient voir baisser l'âge de commercialisation de leurs animaux (de 7 ans à 4 ans), favorisant ainsi le développement de toute une économie pastorale locale.

La sélection animale est une action de longue haleine qui demande une forte adhésion des éleveurs. Il s'avère nécessaire de programmer, en plus des activités de sélection qui sont coûteuses, un encadrement technique et économique global qui permettra aux éleveurs d'améliorer la production (et productivité) du troupeau à court et à moyen termes avec comme objectif l'amélioration de leur revenu. C'est un incitant pour poursuivre l'activité de sélection.

Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution CTB
Alpha Gouro DIALL	Jean MBAYAHAGA

2 Monitoring des résultats²

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

La mise en place, en début de l'année 2015, d'un troisième gouvernement après seulement deux ans de la tenue des élections a marqué une instabilité de la gouvernance politique au sommet de l'Etat.

Les négociations politico-militaires des protagonistes maliens sous l'égide de la communauté internationale en Algérie ont abouti à la signature, les 15 juin et 20 juillet 2015, des Accords d'Alger sensés consacrer le raffermissement de l'unité nationale, un nouvel élan politique et une forte régionalisation du pays. Aujourd'hui, la mise en œuvre de cet Accord demeure une promesse et non une réalité.

Malgré cet Accord, plusieurs localités du pays connaissent encore des attaques de groupes armés que les contingents de la MINUSMA et l'armée malienne ne parviennent pas à juguler. Ainsi, un climat d'insécurité longtemps connu dans la partie septentrionale du pays s'est élargi pratiquement sur la partie sud en passant par la capitale Bamako.

En ce qui concerne le cercle de Nara, l'attaque conduite par des groupes armés contre les garnisons militaires de la ville ont marqué la recrudescence du spectre d'insécurité connu dès les premières heures des attaques rebelles au nord du pays en janvier 2012. La persistance de coupeurs de route sur l'axe Nara - Guiré n'a pas permis un suivi régulier des chantiers du projet.

2.1.2 Contexte institutionnel

Le changement de gouvernement intervenu en début de l'année 2015 a réconforté les attributions du Ministère du Développement Rural et son importance par rapport à l'ensemble des postes ministériels. En effet, ce Département couvre les domaines de l'agriculture, de l'élevage et la pêche ; sous cette dimension et en droite ligne des Accords de Maputo dans le cadre du NEPAD, le Gouvernement malien a marqué sa volonté de le doter d'environ 15% du budget annuel national. Dans une dynamique de favoriser le développement des régions du Nord du pays, les budgets nationaux des projets ont été révisés en faveur d'actions de reconstruction au nord.

Une avancée toute particulière vient d'être réalisée par la signature, le 06 août 2015, du Décret fixant les détails des compétences transférées de l'Etat aux Collectivités territoriales en matière de l'élevage et de la pêche. Depuis lors, en synergie avec les autres interventions belges d'appui institutionnel, le PRODEZEM s'active à traduire en actions cette disposition en matière d'aménagements pastoraux et autres infrastructures d'élevage mises en place dans le cercle de Nara. Une Journée du zébu maure prévue en mars 2016 à Nara abritera les cérémonies de ce transfert et de délégation de gestion de ces infrastructures.

² L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Etant un projet d'appui à la production animale, son ancrage au sein de la DNPIA se révèle très approprié. La DNPIA joue le rôle d'Ordonnateur au côté de la Représentation de la CTB au Mali. Quant à la direction régionale, elle assure la supervision du projet au niveau du cercle de Nara et veille à sa cohérence avec les autres projets/programmes au niveau de l'ensemble de la Région de Koulikoro.

L'ATI coresponsable du projet n'étant pas autorisé à séjourner en permanence à Nara pour des raisons de sécurité, le suivi et l'accompagnement rapproché et le coaching des équipes ne s'effectuent pas dans des conditions optimales. Pour effectuer ce suivi, l'ATI coresponsable effectue des missions perlées sur le terrain. Des réunions périodiques sont aussi organisées à Bamako.

La passation des marchés publics au niveau national s'est révélée peu performante ; c'est ainsi que la SMCL a autorisé son transfert au niveau régional qui donne aujourd'hui une bonne satisfaction.

En droite ligne de leurs missions régaliennes, le projet accorde des appuis aux services de l'Etat ou paraétatiques dans la mise en œuvre d'activités spécifiques. Dans l'ensemble, le renforcement des capacités et les apports logistiques aux partenaires locaux contribuent à leur appropriation des actions du projet. En outre, grâce aux rencontres trimestrielles de programmation conjointes, la vision du projet est harmonisée avec celle des agents techniques sur la démarche de réalisation des activités à suivre et en conséquence, le projet reçoit à temps réel des informations sur la gestion des activités sur le terrain.

2.1.4 Contexte HARMO

Les actions de l'intervention ont été intégrées dans les PDESC des différentes communes du cercle de Nara et sont en harmonie avec celles d'autres partenaires (FBSA et ONG Belge). Les cadres de concertations au niveau du cercle permettent le développement de relations de synergies entre différentes interventions et une convergence d'actions sur le terrain. Dans cette démarche inclusive, le projet a initié des collaborations avec d'autres intervenants du domaine de l'élevage pour une cohérence d'action sur les groupes cibles. A cet effet, sous la présidence du Préfet du cercle, le cadre de concertation sur la santé animale de proximité est organisé en synergie avec la composante du Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire (FBSA/LIAM). Par ailleurs, le renforcement des capacités des CVR et CVPP est réalisé en synergie avec l'ONG ICD.

Un Comité Technique d'Orientation et de Suivi (CTOS) des actions du projet comprenant notamment les maires des communes de Nara et présidé par le Préfet du cercle analyse les rapports et programmes du projet et fait des recommandations à la SMCL.

Le PRODEZEM développe aussi des synergies avec d'autres projets de la CTB. Il s'agit du PAI-MEP et du PRODEFA avec lesquels il partage une assistance technique junior pour la mise en place d'un Système d'Information Géographique (SIG) et des projets du secteur de la décentralisation avec lesquels il a entamé le processus de mise en œuvre du décret de transfert des compétences aux collectivités territoriales en matière de gestion des infrastructures d'élevage.

2.2 Performance de l'outcome



2.2.1 Progrès des indicateurs

Outcome³ : La productivité des systèmes d'élevage est améliorée dans le cercle de Nara grâce à l'amélioration des conditions d'élevage et à la sélection du zébu Maure							
Indicateurs⁴	Eléments de calcul	Valeur de la Baseline2010	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Valeur année 2015	Cible année 2015	Cible finale
1. La production laitière du Zébu Maure est augmentée	(a) Nombre de litre de lait / période de lactation	640,0	551	529	532	800	800,0
	(b) Degré de satisfaction des besoins en lait du ménage en saison chaude	15%	21%	25%	19%	30%	30%
2. La productivité numérique / an / FAR* est augmentée d'au moins 14%	Nombre de veau d'un an /FAR/an	0,38	0,52	0,49	0,40	0,52	0,52
3. Dans les élevages sélectionneurs, la productivité pondérale est accrue d'au moins 50%	Poids de veau d'un an /FAR/vache/an	40,0	58	80	95	60	60,0

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

Les acquis du projet notamment l'amélioration de l'accès aux ressources pastorales, l'augmentation de la couverture sanitaire, la mise à disposition d'aliments bétail en période de soudure et l'organisation des éleveurs s'avèrent être d'une part, des piliers importants qui concourent à l'amélioration des conditions d'élevage et, d'autre part, des bases pour la mise en œuvre d'un programme de sélection animale.

Ces acquis permettent de pallier aux contraintes liées au contexte climatique sahélien caractérisé par une faible pluviométrie et des poches de sécheresse à l'instar des conditions pluviométriques qui ont prévalu au cours des deux campagnes pastorales consécutives 2013-2014 et 2014-2015 à Nara. Au cours de ces campagnes, le surpâturage a été accentué par une arrivée massive de troupeaux de bétail en provenance de la Mauritanie à la recherche de points d'eau et de fourrage. Les fortes pluies précoces de juin 2015 suivies d'une relative longue période sèche ont prolongé la durée du déficit fourrager au niveau de la zone de Nara et du sahel, en général.

³ Reprendre la formulation de l'outcome, telle qu'elle figure dans le cadre logique (DTF).

⁴ Reprendre les indicateurs, tels qu'ils figurent dans le cadre logique (du DTF ou de la dernière version du cadre logique)

C'est dans ce contexte, qu'en 2015 la production laitière moyenne par vache est restée stable par rapport à celle de la campagne précédente tout en s'établissant en deçà de la valeur cible : 532 litres de lait versus 800 litres. Ainsi donc, l'amélioration des conditions générales d'élevage a contribué à une augmentation de la production moyenne quotidienne ; mais le contexte de déficit fourrager a induit un raccourcissement de la durée de lactation. En effet, en période de soudure, la majorité des éleveurs arrêtent de traire les vaches au profit du veau. Corrélativement, le degré de satisfaction des besoins en lait des ménages enregistré en saison sèche est faible, soit 19% pour une valeur attendue de 30%.

Autour de ces moyennes se cache une forte variation car dans les localités qui ont enregistré une meilleure pluviométrie, la production moyenne a atteint 868 litres avec une durée de lactation allant au-delà de 120 jours (4 mois) ; tel est le cas des éleveurs (Maures) de la commune de Koronga qui ont continué à traire utilisant le lait comme aliment de base

Une succession de campagnes pastorales avec un déficit fourrager a induit également une baisse de fertilité des troupeaux à cause de la persistance d'un mauvais état physique des femelles en âge de reproduction. Evalué par vache adulte, pour l'année 2015, l'indice de productivité numérique s'établi à 0,40 (contre une valeur attendue de 0,52) ; c.à.d. une production de 40 veaux viables à l'âge de 12 mois pour 100 vaches.

Néanmoins la pratique d'arrêt de la traite au profit du veau a permis d'éviter une forte mortalité des veaux qui s'est établi à 5,35% alors que le seuil d'alerte est de 12%. Cette pratique permet aussi d'éviter la misère physiologique chez la vache en lactation et favorise une bonne croissance des veaux. A cet effet, on note que les veaux produits ont acquis 95 kg de poids vif à 12 mois pour une valeur cible attendue de 60 kg.

C'est donc dire que les éleveurs développent des mécanismes d'adaptation aux changements des conditions saisonnières d'élevage non seulement pour la survie du cheptel mais également pour maintenir les productions.

Les actions du projet viennent renforcer ces capacités adaptatives des éleveurs pour faire quitter l'élevage d'un contexte de survie vers une dynamique d'économie de production. A cet effet, la stratégie d'intervention sur l'ensemble des facteurs de production est saluée par les éleveurs, les collectivités territoriales et a été reprise pour exemple par le Ministère du Développement Rural pour la formulation d'un nouveau projet de sécurisation de l'élevage dans les zones transfrontalières des pays sahéliers (PRAPS).

2.2.3 Impact potentiel

Objectif global : La sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté sont renforcées dans le cercle de Nara							
Indicateurs	Eléments de calcul	Valeur de la Baseline	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Valeur année 2015	Cible année 2015	Cible finale
4. Le nombre de ménages bénéficiaires prenant au moins 2 repas / j durant la soudure* est augmenté de 10 %	Taux de ménages ayant au moins 2 repas/jour	46%	72%	68%	76%	50,6%	50,6%
5. La qualité (diversification) des repas est améliorée de 25%	SDAM (score de diversité alimentaire)	2,4	3,7	3,1	3,4	3,0	3,0
6. Le taux d'enfants ayant accès aux soins de santé appropriés est augmenté de 10%	Taux d'enfants avec soins de santé appropriés	70%	68%	61%	64%	80%	80%
7. Le revenu des ménages bénéficiaires est augmenté	Taux de ménages ayant accru leurs capacités d'épargne	17%	10%	8%	6%	25%	25%

Les onze communes du cercle de Nara figurent parmi les 166 communes du Mali qui connaissent l'insécurité alimentaire de manière chronique (CSA, 2009). Par ailleurs, une étude conduite par l'UNICEF (2009) a démontré que l'élevage renforce la sécurité alimentaire des ménages. A cet effet, la stratégie d'intervention du projet qui vise une amélioration globale des facteurs de production de l'élevage et l'émergence des filières animales contribue, sans nul doute, au renforcement de la sécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté. Cependant, les progrès en élevage sont lents compte tenu des exigences intrinsèques liées au cycle biologique de l'animal bovin et à la rigidité du monde rural aux changements.

Pour évaluer les progrès réalisés vers l'atteinte de l'objectif global, le diagnostic de base a retenu quelques indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire et aux capacités de résilience des ménages les plus vulnérables (tableau ci-haut).

Dans la zone d'intervention du projet, le taux de ménages ayant au moins 2 repas par jour est de 76% en 2015 contre une valeur cible de 50,6%. Le taux de ménages ayant au moins 2 repas par jour varie selon les groupes socioculturels : il est de 83% chez les agropasteurs, 76% chez les maures et 63% chez les peulhs. Ces résultats sont conformes aux habitudes alimentaires des différents groupes socioculturels. Il faudrait souligner que des familles peulhs sans troupeaux ont encore moins de repas quotidiens, en témoignent les résultats observés dans le village de Akor Boiro où seulement 27% des ménages ont au moins 2 repas/jour.

Une analyse plus approfondie montre que le nombre moyen de repas par jour varie d'un groupe socioculturel à un autre. Il est de 2,1 chez les agropasteurs ; 1,8 chez les maures et 1,6 chez les peulhs et est resté stable entre 2014 et 2015.

Évalué en saison sèche, ce nombre moyen de repas/jour est satisfaisant compte tenu

des facteurs qui ont agi sur les récoltes au cours de la campagne agricole 2014-2015, à savoir :

- L'installation tardive et l'arrêt précoce des pluies,
- les dégâts sur les cultures par les déprédateurs (oiseaux granivores, sautereaux, souris...)
- le sous équipement agricole,
- la pauvreté des sols.

D'une manière générale, en période de soudure, les ménages adoptent une stratégie de réduction du nombre de repas quotidiens.

La qualité des repas est jugée à partir des différents groupes alimentaires utilisés quotidiennement ; elle est mesurée au moyen du Score de Diversité Alimentaire des Ménages Moyen (SDAM). Ce dernier varie selon les groupes socioculturels et est de 3,6 chez les agropasteurs, 3,3 chez les maures et 3,1 chez les peulhs pour une valeur cible de 3,0. D'une manière générale, les repas sont composés essentiellement de céréales, des légumes à feuilles vertes et des sucres ; et accessoirement des graisses animales.

La prise en charge d'enfants malades est évaluée sur une période de six (6) mois. Ainsi le taux d'enfants malades correctement soignés est en moyenne de 64% en 2015 (pour une valeur cible de 80%) contre 61% en 2014. Ce taux est de 56% chez les agropasteurs, 61% chez les maures et 81% chez les peulhs.

Globalement, on constate une amélioration de la prise en charge des enfants malades en cas de proximité d'un centre de santé, de la présence et/ou de passages réguliers des agents de santé (relais villageois) dans les villages. Les relais villageois de santé assurent la sensibilisation et le cas échéant, prodiguent les premiers soins. C'est à cet effet, que le taux le plus élevé enregistré chez les peulhs avec 81% s'explique par la présence d'un relai villageois à Akor Boiro.

L'amélioration du recours au système moderne de santé par les populations est aussi soutenue par la sensibilisation que les projets, ONG et les collectivités réalisent à travers les radios locales et/ou des rencontres.

Cependant, les populations avouent que la tradithérapie demeure encore la pratique la plus courante en cas de maladies. Ainsi, les malades reçoivent d'abord un traitement traditionnel ou une auto méditation avant les soins modernes. Néanmoins, on note qu'une amélioration du niveau de vie des populations, qui peut se mesurer avec le niveau d'épargne, va de pair avec le recours au système de santé moderne.

A côté du système traditionnel d'épargne ou épargne en nature (capitalisation de ressources dans le bétail, les équipements, la construction de maison et les outillages agricoles) se développe un système d'épargne monétaire moderne auprès des Institutions des Micro Finances (IMF).

Le taux moyen des ménages ayant réalisé une épargne en nature est de 94% en 2015 contre 92% en 2014. Le taux de ménages ayant réalisé une épargne en nature est de 100% chez les maures, 76% chez les peulhs et 98% chez les agropasteurs. Ces chiffres montrent que le système traditionnel d'épargne reste encore dominant dans cette zone malgré la présence des institutions de micro finances.

Le taux de ménages ayant réalisé une épargne monétaire est de 6% en 2015 contre 8% une valeur attendue de 25%. Cette épargne monétaire est très faible et varie d'un groupe à un autre. Ce taux est de 0% chez les maures, 24% chez les peulhs et 2% chez les agropasteurs contre 2% chez les maures, 14% chez les peulhs et 17% chez les agropasteurs en 2014. Les raisons de ce bas niveau d'épargne évoquées sont :(i) le faible niveau des revenus qui ne suffisent pas pour couvrir les besoins fondamentaux, (ii)

la méfiance des éleveurs vis-à-vis des IMF, (iii) les pratiques culturelles (thésaurisation sous forme d'animaux ou épargne à domicile), (iv) le caractère religieux qui n'autorise pas de réaliser un bénéfice sur l'épargne.

En 2015, le montant total moyen épargné par ménage (épargne en nature et monétaire) dans la zone d'intervention du PRODEZEM est de 205 850 FCFA contre 309 563 FCFA en 2014. D'une manière comparée entre 2015 et 2014, ce montant varie selon les groupes socio culturels, il est de 276 148 FCFA contre 342 615 FCFA chez les maures, 179 540 FCFA contre 249 265 FCFA chez les peulhs et 105 884 FCFA contre 294 610 FCFA chez les agropasteurs.

Ces montants montrent que les maures réalisent plus d'épargne en nature (achat animaux, équipements etc...) que les agropasteurs et les peulhs. Les maures préfèrent capitaliser le surplus de revenu dans le bétail et/ou dans les équipements et les outillages ou garder l'argent à domicile.

2.3 Performance de l'output 1



2.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : L'accès aux ressources pastorales est amélioré dans le cercle de Nara							
Indicateurs		Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Valeur année 2015	Cible année 2015	Cible finale
IOV	Éléments de calculs						
8. Nombre des périmètres réhabilités et sécurisés	(a) Nombre de périmètres réhabilités et sécurisés	0	3	3	4	4	5
	(b) Efficience de la gestion (multicritères cotés)	20%	55%	60%	64%	80%	80%
9. Le temps d'utilisation des périmètres pastoraux en saison sèche est augmenté de 100%	Nombre de jours d'utilisation des parcours en saison sèche	90	120	240	242	180	180
10. Le nombre de conflits sur l'utilisation des périmètres est diminué de 50%	Nombre de conflits	26	8	0	0	13	13
11. 6 nouveaux périmètres pastoraux sont sécurisés et équipés	Nombre de périmètres équipés et sécurisés	0	0	0	3	3	4
12. 1 000 ha de parcours dégradés sont récupérés et correctement gérés par les acteurs locaux	(a) Nombre d'ha récupérés	0	0	0	320	1 000	1 000
	(b) Nombre d'ha correctement gérés	0	0	0	0	500	500
13. Réduction du nombre de feux de brousse	Nombre d'ha brûlés (ensemble des 11 communes)	180 000	1 550	200	8 700	10 000	10 000

2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁵	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Réhabiliter et sécuriser les 5 périmètres pastoraux existants		X		
2 Mettre en place trois nouveaux périmètres pastoraux			X	
3 Récupérer durablement 1000 ha de sols dégradés		X		
4 Lutter contre les feux de brousse hors périmètres pastoraux		X		

A l'exception de l'ouverture de trois nouveaux périmètres pastoraux couvrant une superficie totale de 58 593 ha, toutes les autres actions prévues sont exécutées dans les délais et contribuent, de manière significative, à l'amélioration de l'accès du bétail aux ressources pastorales. Alors que les forages ont été réalisés à temps, leur équipement a pris du retard car les travaux y relatifs ne pouvaient pas se faire pendant la saison des pluies. Leur finalisation est attendue en février 2016.

Les travaux de réhabilitation d'un quatrième périmètre pastoral (celui de Dialakoro) ont pris fin en décembre 2015. Concernant le cinquième périmètre pastoral, les travaux ont débuté par la réalisation de deux forages à haut débit ; à deux reprises, les forages se sont avérés négatifs. Ils devraient être repris avant la fin du mois de janvier 2016. Les quatre périmètres pastoraux réhabilités se situent à l'Est du cercle de Nara et couvrent une superficie de 71 604 ha.

Les travaux de récupération d'environ 1000 ha de sols dégradés ont débuté en juillet 2015 et se termineront en juin 2016. A cet effet, 8 comités de gestion ont été créés sur les différents sites afin de suivre les travaux et d'assurer l'entretien des espaces en cours de récupération. Les populations bénéficiaires, y compris les membres des comités, ont été formés aux techniques de récupération de sols et ont été mis à contribution pour réaliser les travaux en contrepartie d'une rémunération. L'implication des populations locales donne des résultats encourageants ; dès la fin de la première saison, le taux de récupération moyen est de 70% et les 91 925 plants plantés ont réussi à 86% (composés d'essences locales : euphorbia sp, ziziphus mauritania et accacia sénégal).

Pour une durabilité d'action, les comités de gestion doivent recevoir un équipement supplémentaire (avec des brouettes, des pioches, etc.) afin d'être plus efficaces. Ces équipements sont en cours de livraison. Les indicateurs n°12a et n°12b n'ont pas encore atteint leur cible car les travaux sont toujours en cours.

Enfin, la lutte contre les feux de brousse concerne tous les parcours hors périmètres pastoraux et fait intervenir toutes les populations, les collectivités locales et le service des Eaux et Forêts. Une évaluation annuelle est réalisée en collaboration avec le Cantonnement des Eaux et Forêts de Nara ; elle montre une forte diminution des superficies brûlées et une tendance à leur stabilisation à moins de 10.000 ha (8700 ha au cours de la campagne 2014-2015).

⁵ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

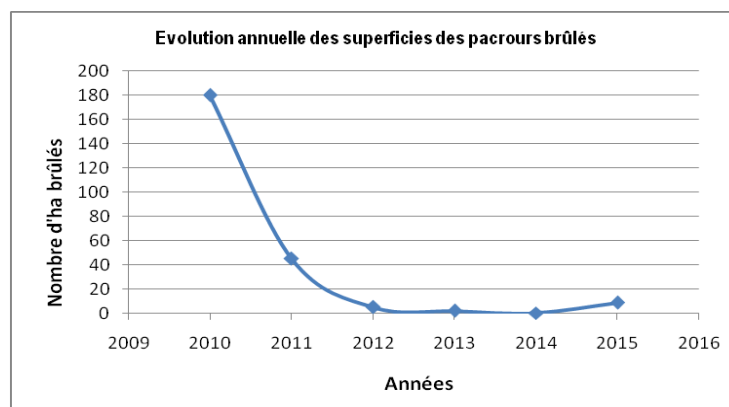


Figure 5 : Evolution annuelle des superficies de parcours brûlés hors périmètres pastoraux.

Ensemble, les activités de récupération des sols dégradés et de lutte contre les feux constituent pour les populations locales des formations en gestion et préservation de l'environnement.

2.3.3. Analyse des progrès réalisés

L'eau des forages des périmètres réhabilités et ceux en voie de création répondent aux normes de potabilité ; ainsi, le projet a renforcé la disponibilité de l'eau potable pour les hommes et le bétail. Ce qui favorise la stabilisation des pasteurs sur les parcours de saison sèche et réduit la corvée d'eau aux femmes et aux enfants socialement commis à cette rude tâche.

La réhabilitation du périmètre pastoral de Dialakoro dont les troupeaux sont à dominance zébu Peulh permet de mettre à l'abri des croisements intempestifs avec les troupeaux zébus maures qui se trouvent sur les autres périmètres pastoraux riverains. En effet, il avait été pressenti que la dégradation des équipements de Dialakoro allait induire un envahissement des périmètres pastoraux réhabilités par des troupeaux zébus Peulhs dont les mâles sont plus agressifs vis à vis des femelles en chaleurs.

Les acquis en termes de durée de pâture en période sèche, qui est passée de 90 jours environ discontinus à 240 jours continus en 2014 déjà, se poursuivent avec un total de 242 pour 2015. Désormais, ces acquis se consolident au bénéfice des pasteurs et des troupeaux qui, du coup ne descendent plus dans les zones diffuses de l'Office du Niger (zones inondées) infestées de parasites du bétail telle la douve du foie.

La réhabilitation des périmètres pastoraux a permis également une augmentation significative du nombre d'animaux abreuvés quotidiennement en période chaude sèche qui est passé par exemple pour les bovins, de moins de mille têtes de bovins à plus de sept mille. Grâce à des formations sur la prévention et la gestion des conflits, sur les périmètres réhabilités, on observe une diminution de conflits entre éleveurs eux-mêmes et entre éleveurs et agriculteurs.

Ainsi, la réhabilitation des 4 périmètres pastoraux améliore considérablement l'accès aux ressources pastorales. Les organisations des usagers, appuyés par les services techniques, prennent de plus en plus en main l'évaluation annuelle de la charge afin de prévenir la dégradation des parcours et viennent d'entamer un processus de mutualisation

La disponibilité de l'eau souterraine au niveau des sites des trois nouveaux périmètres pastoraux a réconforté la démarche du projet et permettra la mise en exploitation de 58 593 ha pour le bétail qui contribueront à une amélioration de l'accès aux ressources pastorales.

Sur l'ensemble du cercle, les populations et les collectivités territoriales ont nettement changé de comportement vis-à-vis des feux de brousse. En effet, les populations et leurs brigades anti-feux ont acquis le réflexe d'éteindre les foyers de feux et chaque année, réalisent des pare-feux d'étendue de plus en plus considérable ; en effet, alors qu'en 2013-2014, les pare-feux ouverts étaient de 62 km, en 2014-2015, ils atteignent 245 km.

La lutte contre les feux de brousse et l'ouverture des pare-feux constituent deux actions majeures conduites par les populations et qui contribuent d'une manière significative à l'amélioration de l'accès aux ressources pastorales.

Bien que la récupération des sols dégradés soit une activité récemment entamée, les populations des sites concernés ont montré beaucoup d'adhésion au processus, et ont contribué aux travaux et à la recherche des essences locales pour les semis.

Pour l'intervention, la lutte contre les feux de brousse et la récupération des sols dégradés, constituent des actions d'éducation à l'environnement pour les populations et les collectivités territoriales.

2.4 Performance de l'output 2

2.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : la gestion technique des élevages est améliorée							
Indicateurs		Valeur de la Baseline	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Valeur année 2015	Cible année 2015	Cible finale
IOV	Éléments de calcul						
14. Le taux de mortalité des animaux des éleveurs bénéficiaires est diminué de 25 %	Taux de mortalité de bovins	7,20%	4%	4,5%	2,5%	5,40%	5,40%
15. A partir de l'année 2, le nombre total de vaccinations chez les ruminants augmente de 10%/an et le nombre de vaccinations sur les volailles atteindra 30 000	(a) Taux de couverture contre PPCB	65%	60,00%	71%	69%	94,80%	94,80%
	(b) Nombre de volaille vaccinée contre PPA	3.927	3 975	6 986	8186	30000	30 000
16. Le RSAP est fonctionnel (respect du protocole, concertation trimestrielle et synergie des interventions)	Taux de fonctionnalité (plusieurs critères sont cotés)	0%	30%	50%	55%	60%	60%
17. Le cheptel familial est mieux exploité (accroissement du taux d'exploitation de 20 %) et mieux valorisé grâce à une gestion plus dynamique du troupeau.	(a) Taux d'exploitation du cheptel bovin	6,90%	3,75%	4,75%	3,125%	8,28%	8,28%
	(b) Différence de prix entre animaux tout venant et animaux des bénéficiaires	0	ND	ND	ND	50000	50 000
18. 3 Cabinets vétérinaires ruraux (CVR) sont opérationnels	Taux de rentabilité	0	30%	45%	55%	60%	60%
	Taux de satisfaction des éleveurs	0	45%	50%	50%	50%	50%
	Accroissement annuel du nombre de soins curatifs prodigués	0	40%	50%	55%	60%	60%
19. 40 Eleveurs relais (ER) assurent la vulgarisation auprès de 1500 éleveurs	Nombre d'éleveurs relais opérationnels	0	0	27	23	40	40
	Nombre d'éleveurs bénéficiaires	0	0	810	1000	1500	1500
20. Les femmes rurales bénéficient d'une amélioration de leur condition de vie	(a) Degré appréciation charge de travail	64%	73%	66%	59%	60%	60%
	(b) Augmentation du nombre d'AGR/femme	2,4	3,0	3,3	2,5	3	3,0
	(c) Amélioration indice de participation des femmes à la vie communautaire	29%	31%	45%	52%	40%	40%
21. Au moins 200 ménages très vulnérables, appuyés par le projet, ont émergé de leur situation d'extrême pauvreté	Nombre de ménages ayant amélioré leur capacité alimentaire, sanitaire et productive	0	50	150	300	200	200

22. 12 Banques d'aliment bétail (BAB) sont opérationnelles dans le Cercle de Nara	(a) Nombre de BAB construites	0	11	11	11	12	12
	(b) Efficience de la gestion (plusieurs critères sont cotés)	0%	0%	60%	65%	70%	70%
	(c) Taux de renouvellement annuel du stock	0%	0%	150%	150%	150%	150%

2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁶	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1. Consolider le dispositif de terrain pour un appui-conseil efficace aux éleveurs		X		
2. Améliorer la gestion des troupeaux		X		
3. Améliorer la santé animale à travers l'appui à l'installation de 3CVR et du RSAP		X		
4 Mise en place de 12 banques d'aliments bétails au niveau des périmètres		X		
5 Renforcer les capacités défensives des ménages en insécurité alimentaire			X	

Dans le cadre de la mise en place d'un dispositif d'encadrement aux éleveurs pour une bonne gestion des troupeaux, une activité majeure est mise en œuvre : la formation des éleveurs volontaires (EV) appelés à être des éleveurs modèles pour les autres en matière d'application des bonnes pratiques d'élevage. Au nombre de 140, ces éleveurs comprennent les 40 éleveurs relais (ER) qui viennent en appuis aux 5 Cabinets vétérinaires ruraux (CVR), les 70 éleveurs sélectionneurs (ES) de bovins de race zébu Maure et 30 autres éleveurs ordinaires associés. D'une manière pratique, ces éleveurs sont formés par le projet en partenariat avec les services techniques et les promoteurs des CVR sur des thèmes relation avec la gestion des troupeaux notamment, la lutte contre la consanguinité et l'introduction de taureaux améliorateurs, le suivi des troupeaux pour une amélioration des performances, la santé animale et l'alimentation de base et la conception d'abris pour les animaux. D'autres thèmes en relation avec l'alimentation des animaux ont été également abordés, il s'agit de la formation sur les techniques de fabrication et de conservation de la paille de brousse grâce à l'usage de botteuseuse manuelle, sur la technique de l'ensilage et d'enrichissement de la paille à l'urée, au sel ou à la mélasse. Ces EV ont également été dotés en kits de fauche et conservation du fourrage. A la même occasion et pour des économies d'échelle, 24 délégués des ménages vulnérables ont été formés.

L'amélioration de la santé animale consistait en la mise en place de 5 CVR, la formation et l'équipement de 40 éleveurs et d'un cadre de concertation des acteurs de la santé de la santé animale dans le cercle. Tous ces éléments composent le réseau de santé animale de Nara. Au cours de l'année 2015, deux CVR ont abandonné leurs postes, l'un pour raison de santé et l'autre pour réussite au concours d'intégration à la fonction

⁶ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

publique du Mali. Au cours de la campagne 2014-2015, la vaccination des bovins a porté sur 140 213 têtes pour les trois vaccins obligatoires (Péripleumonie contagieuse bovine, pasteurellose bovine et charbon symptomatique), les deux vaccins des petits ruminants ont été administrés sur 54 433 têtes (contre la peste et la pasteurellose des petits ruminants) et 7 871 têtes de volaille contre la maladie de Newcastle. Le tableau ci-après les pourcentages d'animaux vaccinés par rapport aux effectifs totaux disponibles, le nombre d'ER fonctionnels pour la vaccination du petit élevage et les chiffres d'affaires annuels par CVR.

Tableau : Réalisations des CVR en vaccinations et chiffres d'affaires (CA) pour la campagne 2014-2015.

CVR	Pourcentages d'animaux vaccinés			Nombre d' ER fonctionnels.	CA annuel (FCFA)
	Bovins	PR	Volailles		
Ballé	109%	18%	13%	8	8 767 605
Mourdiah	31%	8%	116%	7	3 392 170
Nara	54%	18%	10%	3	10 303 725
Dilly	55%	11%	0%	3	-
Guiré	19%	26%	7%	2	-
Total	57%	17%	11%	23	22 463 500

C'est donc dire que malgré l'absence des deux CVR (Dilly et Guiré), l'activité de vaccination du bétail a poursuivi son extension dans les troupeaux ; ce qui traduit nécessairement une adhésion des éleveurs à faire vacciner les animaux et à payer l'acte de vaccination. Le remplacement de ces deux CVR sera effectif en début janvier 2016.

Ce tableau montre que les CVR ont encore un potentiel de couverture sanitaire considérable ; ce qui augmentera leurs chiffres d'affaires et ainsi leur rentabilité économique.

Dans un élan d'améliorer l'alimentation animale et de soutenir les productions, onze banques d'aliment bétail ont été construites dans les 11 communes du cercle ; une banque centrale est envisagée dans le futur au vue des besoins réels des éleveurs. Au cours de l'année 2015, les organes de gestion ont mis en place une structure de coordination pour des groupes commandes et la réalisation des économies d'échelle.

Le processus d'appuis aux ménages vulnérables entamé en 2013 s'est poursuivi et 500 ménages vulnérables sont aujourd'hui dotés de noyaux de petits ruminants et d'un âne. Après une seconde publication du dossier d'appel d'offres, deux marchés d'acquisition de charrettes asines sont toujours en cours et devraient aboutir le 20 janvier 2016.

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

Les éleveurs relais sont beaucoup plus fonctionnels là où les CVR leur apportent un encadrement rapproché ; tel est le cas dans la commune de Ballé avec 08 ER dynamiques. Les ER opérationnels augmentent leur volume d'activités et contribuent d'une part, à la vaccination de la volaille comme le témoignent les effectifs vaccinés qui passent de 3.927 en début de projet à 8189 en 2015 (indicateur n°15b) et, d'autre part à

une bonne vulgarisation des thèmes de santé animale auprès d'un public de plus en plus large (indicateur n°19b).

Le suivi des CVR montre que deux sur les trois CVR pleinement opérationnels sont performants sur le plan des activités et compte d'exploitation. Ce suivi a également mis en évidence la difficulté d'obtenir des données relatives aux comptes d'exploitation ; cette réticence peut être due à l'incompréhension de la nécessité de transmettre les données financières, mais pourrait également être une conséquence de l'arrêt de la subvention fournie par le projet. Malgré ces difficultés, des progrès relatifs à cette activité sont visibles à travers notamment les indicateurs suivants : (n°14) le taux de mortalité des bovins enregistre une baisse (2,5%), (n°15) le taux de couverture contre la PPCB atteint 69%, (n°16) le taux de fonctionnalité des CVR s'établit à 55%, (n°18a) leur taux de rentabilité à 55%, (n°18b) le taux de satisfaction des éleveurs monte à 50% en même temps qu'on note un accroissement annuel de 55% du nombre de soins curatifs prodigués.

La mise en place d'une structure de coordination des BAB au niveau du cercle a fortement réconforté les éleveurs dans le processus d'appropriation de la gestion des approvisionnements et des stocks d'aliment bétail au bénéfice de tous les éleveurs (transhumants et sédentaires). Les réunions de cette coordination constituent des opportunités pour les organes de gestion de rapporter les fonds issus de la vente des intrants, de discuter des problèmes des BAB, de planifier des commandes groupées et/ou de dresser les bilans des activités.

D'une manière globale, par rapport à l'année 2014, l'efficacité de la gestion des BAB s'est améliorée avec un taux moyen de renouvellement annuel du stock de 150%. Aux dires des éleveurs, les BAB améliorent grandement l'alimentation des troupeaux en période de soudure ; ce qui contribue à lutter contre les spéculations abusives des commerçants sur les intrants et in fine participent à soutenir l'émergence des filières animales dans le cercle de Nara.

Par ailleurs, les BAB initient la vente des pierres à lécher pour pallier les maladies dues aux carences minérales telle le « du syndrome paralytique » inhérent à un déficit notoire en magnésium.

L'acquisition d'un camion bétaillère d'une capacité de 40 Tonnes par le projet diminuera les frais de transport des intrants afin de les rendre accessibles aux éleveurs à un prix acceptable.

Les résultats obtenus dans le cadre du renforcement des capacités défensives des ménages en insécurité alimentaire augurent d'une sortie très prochaine de beaucoup de bénéficiaires de l'extrême pauvreté. En effet, sur les 500 ménages appuyés, la majorité a enregistré une augmentation sensible des effectifs des animaux de leurs noyaux grâce à l'application des conseils prodigués par le projet et les CVR. A cet effet, à travers l'indicateur n°21, on que 300 ménages ont amélioré leur capacité alimentaire, sanitaire et productive, un chiffre bien supérieur à la cible finale.

Cette démarche de dotation de petits ruminants aux ménages vulnérables est jugé très pertinente par la population et les élus locaux en comparaison avec d'autres interventions en matière de sécurité alimentaire. Grâce aux noyaux d'élevage, les enfants en bas âges consomment le lait de chèvre et de brebis. De cette façon, le PRODEZEM contribue à diminuer progressivement la malnutrition aiguë dans le cercle de Nara, qui était de 5% en 2011.

2.5 Performance de l'output 3

2.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : La commercialisation des productions d'élevage est mieux organisée et plus rémunératrice							
Indicateurs		Valeur de la Baseline	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Valeur année 2015	Cible année 2015	Cible finale
IOV	Eléments de calcul						
23. La valorisation du bétail est améliorée grâce à la mise en œuvre d'un système d'informations fiables sur la commercialisation accessible aux différents acteurs	(a) Degré de satisfaction des éleveurs / prix	88%	78%	89%	84%	95%	95%
	(b) Efficacité du système d'information sur les prix	29%	60%	57%	61%	50%	50%
24. L'écoulement et la valorisation du lait cru en hivernage sont confortés	(a) Nombre de mini-laiteries/centres de collecte	0,0	0	0	7	7	7
	(b) Nombre de litres de lait collecté	0,0	NA	NA	4 144	1 000	1750
	(c) Degré de satisfaction des éleveurs vis-à-vis de l'écoulement de lait en hivernage	25%	18%	16%	15%	50%	50%
25. Les onze communes ont construit/réhabilité des infrastructures de commercialisation/abattage adaptées et les gèrent de manière efficace et transparente	(a) Nombre d'infrastructures construites	0	0	0	10	15	15
	(b) Nombre d'infrastructures réhabilitées	0	0	0	6	7	7
	(c) Taux de fonctionnalité (plusieurs critères sont cotés)	0%	NA	NA	NA	95%	95%

2.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁷	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Appui au développement de la filière lait		X		
2 Appui au développement de la filière bétail/viande		X		

Au terme de deux études conduites, de 2011 à 2013, par l'IER sur la situation de référence des filières animales dans le cercle de Nara et proposition de stratégies pour leur développement afin que l'élevage joue un rôle de levier socioéconomique dans le

⁷ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

cercle, sur recommandation de la SMCL, le projet a élaboré une approche opérationnelle d'appui aux deux filières. Cette approche prévoit, pour la filière bétail/viande, la réhabilitation et la réalisation d'infrastructures communautaires dans le cadre des filières lait et bétail/viande et le renforcement des organisations des acteurs filières ; pour la filière, elle voudrait appuyer sa création et un début d'organisation de ses acteurs.

Pour les appuis à la filière lait en 2015, les travaux ont concerné la finalisation du centre de collecte de lait de Guiré, la construction d'une mini laiterie à Nara, la formation et l'équipement de six centres pour six groupes totalisant 75 femmes transformatrices du lait. Le centre de collecte et la mini laiterie seront réceptionnés en janvier 2016.

Les sessions de formation dispensées ont porté sur l'hygiène du lait et les techniques de transformations et de conservation du lait. A cet effet, les trois groupements les plus dynamiques ont été dotés en matériel de chaîne de froid.

Pour la filière bétail/viande, 7 parcs de vaccinations ont été réceptionnés et les autres travaux ont concerné la réhabilitation et/ou construction de 4 aires d'abattage, deux aires de séchage, une boucherie et un marché à bétail. Pour une meilleure connaissance de la filière bétail/viande dont, contrairement à la filière lait, l'existence remonte à plusieurs décennies, une étude sur la situation de sa chaîne de valeurs a été conduite.

2.5.3 Analyse des progrès réalisés

Dans le cercle de Nara, la filière lait était quasi inexistante ; comme le relèvent les enquêtes annuelles sur les conditions socioéconomiques des ménages dans le cercle Nara : 80% du lait produit est autoconsommé et une infime partie est commercialisée sous forme de troc contre le mil ou le sel. D'autres difficultés handicapent l'émergence de cette filière : (i) en saison sèche, la production de lait diminue fortement et certains éleveurs cessent de traire les vaches au profit des veaux ; (ii) faute d'équipements de transport du lait, les femmes transformatrices de lait collectent, en période d'abondance, le lait uniquement dans leur environnement immédiat et non dans les villages et hameaux des alentours. Par ailleurs, d'une manière générale, la complémentation animale est beaucoup plus comprise par les éleveurs comme un outil de sauvetage des animaux faibles en période de soudure et non comme un soutien aux productions animales (lait et viande).

Dans la mise en œuvre de son approche pour l'émergence de la filière lait dans le cercle de Nara, le projet a débuté par la mise en place des infrastructures (deux mini laiteries et trois centres de collecte équipés de chaîne de froid) et l'organisation de six groupements de femmes transformatrices de lait.

Ayant débutée en mars au cours de cette année 2015, les six groupements ont collecté, transformé et commercialisé environ 6 000 litres de lait (indicateur 24b). Bien que les quantités de lait collectées par jour augmentent progressivement, le prix du lait demeure relativement élevé dans certaines communes, soit 500FCFA, ce qui réduit la marge bénéficiaire des groupements. Par ailleurs, certains équipements (pots, ferment, alcool, etc.) ne sont pas disponibles sur les marchés locaux.

Les six groupements de femmes transformatrices de lait formés, équipés et organisés par le projet constituent une base pour l'émergence potentielle d'un bassin laitier (en relation avec la politique nationale de valorisation du lait crû local).

En application des conclusions d'une étude récente commanditée par le projet sur la

situation juridique des organisations professionnelles agricoles (OPA), les six groupements de femmes transformatrices ont évolué sous la forme coopérative ; ainsi, les femmes ont fixé des parts d'adhésion dont le montant varie selon les localités (entre 5.000 FCFA et 20.000FCFA) ; ce qui favorise la formation du capital, la réalisation des plus values et le partage des bénéfices.

Malgré les difficultés et l'insuffisance de moyens dont disposent les femmes transformatrices du lait, l'engouement des femmes et des populations autour de l'activité est notable, des emplois et des revenus sont créés autour de la collecte, transformation et vente du lait. L'écoulement au niveau local des produits laitiers transformés, en première ligne le yaourt, constitue un résultat imprévu car le yaourt ne fait pas partie des habitudes alimentaires.

Par la sensibilisation autour des BAB et des centres de collecte, progressivement les éleveurs comprennent que la complémentation animale participe à augmenter la production laitière en toute saison et que le lait constitue une source de revenus monétaires pour le ménage.

Naguère présente dans le cercle de Nara, la filière bétail/viande se retrouve reconfortée par la réhabilitation d'infrastructures communautaires existantes et la création de nouvelles. A ce titre, 7 nouveaux parcs de vaccinations polyvalentes contribuent à la couverture sanitaire et à la commercialisation du bétail sur pied, un marché à bétail avec puits et magasins d'intrants facilite le séjour des animaux avant et pendant les transactions, 4 aires d'abattages contribuent à l'hygiène de l'abattage, 4 aires de séchages préservent la qualité du cuir et la boucherie de Nara favorise l'hygiène de la viande au grand bonheur des consommateurs. Ces infrastructures contribuent, en somme, à l'amélioration des conditions de commercialisation du bétail et des produits animaux. Pour une gestion durable, les éleveurs sont organisés autour de ces infrastructures selon les dispositions légales.

L'étude sur la situation de la chaîne de valeurs de la filière bétail/viande révèle que des commerçants intéressés par de bons animaux vont jusqu'à les chercher chez les éleveurs brisant ainsi le cortège des intermédiaires. Dans ce contexte, l'éleveur gagne plus par animal ; cependant, il aimerait recevoir beaucoup plus, d'où sa satisfaction par rapport au prix demeure stable (indicateur n°23a) pendant qu'il atteste être bien informé du prix (indicateur n°23b).

Les résultats de cette étude vont alimenter les réflexions pour la suite de l'intervention en matière d'appuis aux filières animales et la gouvernance de leurs acteurs.

2.6 Performance de l'output 4

2.6.1 Progrès des indicateurs

Output 4: Les capacités des acteurs institutionnels locaux à collaborer pour appuyer le développement de l'élevage sont améliorées							
Indicateurs		Valeur de la Baseline	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Valeur année 2015	Cible année 2015	Cible finale
IOV	Éléments de calcul						
26. Le protocole commun fixant les rôles respectifs des différents acteurs institutionnels dans le développement de l'élevage est fonctionnel	(a) Nombre de missions annuelles de suivi technique et de supervision de la DRPIA et de la DRSV (cumulés)	0	6	9	11	16	16
	(b) Taux d'application des recommandations en élevage par les CLOCSAD et CCOCSAD	0%	25%	50%	70%	60%	60%
27. Le cadre de concertation sur l'élevage a permis de résoudre 75% des conflits et de mettre en œuvre un plan annuel réaliste de développement de l'élevage	(a) Taux de conflits résolus liés à l'élevage	0%	50%	60%	85%	50%	50%
	(b) Taux de réalisation des actions d'élevage dans les PDESC des communes	18%	28%	70%	80%	40%	40%
28. Les coopératives assument leurs rôles de défense des intérêts des éleveurs et de promotion de projets porteurs (X projets pertinents et viables proposés dont 60% sont financés à travers les IMF)	(a) Taux de fonctionnalité des sociétés coopératives accompagnées par le Projet	40%	43%	45%	56%	60%	60%
	(b) % de projets pertinents élaborés par les SC et financés par les IMF	0%	ND	ND	ND	60%	60%
	(c) % des femmes membres des sociétés coopératives couvertes par les IMF	5%	5%	ND	ND	25%	25%
29. La CRA/DLCA partenaires du projet assument leurs missions d'encadrement et de suivi	Nombre de missions annuelles de suivi (cumulés)	0	7	9	14	20	20

2.6.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement :			
	A	B	C	D
4.1 Renforcement des acteurs institutionnels dans leurs capacités à se coordonner pour mettre en place des politiques locales de développement en élevage		X		

4.2 Appui à la DRPIA pour l'exercice de son mandat dans le cercle de Nara		X		
4.3. Appui au SLPIA et aux UAPIA pour l'exercice de leur mandat dans le cercle de Nara		X		
4.4. Appui aux services vétérinaires		X		
4.5. Appui aux communes		X		
4.6. Appui à la Délégation Locale de la Chambre Agriculture		X		
4.7. Appui à l'émergence et au renforcement des organisations des producteurs		X		

Dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs institutionnels locaux, en 2014, le projet a organisé une série d'ateliers sur trois principaux thèmes intéressant particulièrement la vie économique des populations locales : (i) pastoralisme, (ii) productions animales, (iii) gestion des foyers de maladies, (iv) appui à l'émergence des organisations professionnelles. D'une manière globale, ces ateliers visent le renforcement des communes dans l'élaboration et la mise en œuvre des composantes élevages des PDSEC et de façon spécifique, le renforcement des compétences des personnes en charge des dossiers élevage et pastoralisme.

C'est en droite ligne de ces ateliers, qu'au cours de l'année 2015, le projet est venu en appui aux communes de Nara et Dogofry pour tenir deux (02) ateliers thématiques (24 au 27 juin 2015) dans le cadre du suivi de la charte pastorale, ces ateliers avaient pour but :

- d'élaborer de façon inclusive le calendrier agropastoral 2015- 2016,
- de promouvoir la plateforme locale pour la gestion des conflits liés à l'agriculture et l'élevage dans ces communes.

De manière exhaustive, les participants étaient les sous- préfets, les élus communaux, les chefs des services techniques, les représentants des ONG, les chefs de villages et leurs conseillers ainsi que les représentants des organisations d'éleveurs, des plateformes villageoises, communales de gestion des conflits.

Dans cet élan, au niveau du cercle, une rencontre CLOCSAD a été tenue pour valider le rapport du Programme d'Appui à la Réforme Administrative et à la Décentralisation (PARAD) du cercle et de faire le bilan des activités d'élevage dans les PDESC.

Les accords d'exécution avec la DRPIA, la DRSV et la CRA ont été évalués techniquement et financièrement ; ce qui a permis de rendre plus dynamique leurs services déconcentrés sur le terrain à travers notamment la tenue trimestrielle des réunions de programmation conjointe avec l'équipe du projet. En droite ligne d'une recommandation de la SMCL du 27 Novembre 2014, les appuis aux trois structures et leurs démembrements sur le terrain se poursuivront jusqu'en juin 2016, date de fin des activités du projet sur le terrain.

Toutes les trois structures, chacune dans son domaine d'action, participe à l'animation des ateliers thématiques et des divers cadres de concertation au niveau du cercle et/ou des communes.

Ayant constaté que les OP sont émaillées de plusieurs écueils et en particulier ne sont pas toujours en adéquation avec leurs missions, le projet a commandité une étude sur la situation juridique des OP et leur mise en cohérence avec le processus de décentralisation en cours au Mali. Les résultats de l'étude et le plan d'action de mise en œuvre des recommandations ont été validés à Nara le 15 septembre 2015 par les représentants des organisations d'éleveurs, les services techniques partenaires et le projet. Depuis lors, le projet appuyé par le DLCA a initié une série de missions

d'animation des OP en vue de traduire les propositions de l'étude en actes.

2.6.3 Analyse des progrès réalisés

Les appuis accordés aux directions régionales (DRPIA et DRSV) et leurs démembrements sur le terrain visent le renforcement de leur capacité à assumer leurs missions régaliennes en droite ligne avec la production et la santé animale. Quant au soutien à la CRA et DLCA, il voudrait renforcer leur capacité à encadrer et animer les organisations d'éleveurs de Nara.

La tenue régulière de réunions trimestrielles de programmation conjointe contribue à un bon partage des rôles et responsabilités entre le projet et ses partenaires (services locaux de la DRPIA, DSV et CRA) ainsi qu'à une bonne coordination des actions. Lors de ces rencontres, les agents techniques font entre eux-mêmes leur propre auto-évaluation. Il est vrai de dire aujourd'hui que grâce à ces réunions de programmation conjointe, les rapports entre le projet et ses partenaires se sont améliorés et les rapports des missions conjointes ou non sur le terrain sont mieux partagés.

Par le biais de ces appuis, le projet a entamé un renforcement des capacités des maires et des élus locaux dans différents domaines de l'élevage à travers des ateliers thématiques animés par les trois directions régionales (DRPIA, DRSV et CRA). Ces ateliers se sont révélés être un cadre idoine de renforcement des capacités des élus locaux pour une bonne conception, élaboration et la mise en œuvre des actions d'élevage dans les PDESC. Ces ateliers ont renforcé les capacités des Collectivités Territoriales dans leur exercice de programmation participative et inclusive dans la gestion locale des ressources pastorales, conformément à la loi 01-004 du 27 février 2001 portant charte pastorale en République du Mali.

Cet exercice commence à être suivi au niveau des communes ; en témoigne la tenue des ateliers dans les communes de Nara et de Dogofry dans le but de promouvoir le suivi de la charte pastorale, les plateformes locales de gestion des conflits et de fixer le calendrier agricole/pastorale 2015-2016. Cette charte pastorale régit la gestion des ressources pastorales (l'accès aux ressources en eau, etc.) et décline les rôles et responsabilités des acteurs institutionnels et des autres acteurs du secteur. Ces ateliers ont permis aux éleveurs de comprendre l'importance de privilégier la plateforme de gestion des conflits ; ainsi 85% des conflits ont trouvé des solutions au niveau locale (indicateur 27a). Les agriculteurs et les éleveurs locaux ont exprimé leur volonté de voir les maires et l'administration faire un suivi réel des calendriers fixés afin de protéger leurs champs et de favoriser une gestion équitable des ressources, conformément à la charte pastorale. Il s'agit ici d'un signe fort d'adhésion à la charte pastorale de la part des agriculteurs et des éleveurs, et ainsi d'un portage des actions du projet par les populations bénéficiaires.

L'appui technique et financier à la rencontre du CLOCSAD a permis de constater que les activités d'élevage sont actuellement exécutées à 80% dans les PDESC (indicateur n°27.b) et que le taux d'application des recommandations en élevage par les CLOCSAD et CCOCSAD s'élève désormais à 70% (indicateur 26.b). Ceci témoigne d'un progrès notable vers une réelle intégration et mise en œuvre des actions d'élevage dans les plans de développement des communes.

Plus précisément, la mission de supervision du DRPIA dans la région de Koulikoro a permis au nouveau Directeur de prendre bonne connaissance sur terrain des activités des différentes interventions en cours et de s'imprégner des conditions de travail de ses agents au niveau des sept cercles de la région. Cette appropriation des actions en cours au niveau de la région permettra au nouveau directeur d'appuyer le développement de

l'élevage de manière plus pertinente et pour le PRODEZEM, d'alimenter les réflexions pour son avenir dans le cadre des futurs ateliers d'identification. Par ailleurs, la DRPIA de Koulikoro participe désormais aux processus de passation des marchés publics du PRODEZEM ; ce qui constitue un progrès dans le sens d'une appropriation des actions mises en œuvre par le projet en faveur des groupes cibles.

Mettant en œuvre les acquis des formations initiées par le projet en partenariat avec les services vétérinaires, aujourd'hui, les bouchers acceptent de se soumettre aux contrôles des agents vétérinaires ; ici il s'agit d'un progrès notoire inattendu. Aussi, grâce à la bonne collaboration entre les bouchers et les services vétérinaires de Nara, les bouchers sont désormais convaincus de la nécessité de commercialiser de la viande assainie, et ont pris l'initiative d'assurer le nettoyage régulier de l'aire d'abattage de Nara. Cette action des bouchers contribue à l'indicateur (n°27b) relatif à la réalisation des actions d'élevage dans les PDSEC des communes qui est passé de 18% à 80%.

En droite ligne de l'étude sur la situation juridique des OP et leur mise en cohérence avec le processus de décentralisation en cours au Mali, un plan d'action a été adopté par l'ensemble des acteurs afin de mettre en œuvre les nouveaux textes légaux recommandés (statuts, règlements intérieurs et cahiers de charges). L'application de ces textes permettront d'améliorer grandement le rôle des acteurs institutionnels dans la gestion des infrastructures communautaires d'élevage (BAB, Périmètres pastoraux, mini laiteries, aires d'abattage etc.). En partenariat avec la DLCA, la mise en œuvre de ce plan est en cours et vient en appui à l'émergence et au renforcement des organisations des producteurs. Les élus locaux et les services techniques participent au processus de sensibilisation et d'appui à la constitution des organes chargés de la gestion des infrastructures communautaires d'élevage. Il est important de souligner que le Ministre du Développement Rural a souhaité disposer du rapport de cette étude et que depuis, d'autres structures se sont inspirées des résultats de l'Etude.

L'équipement du siège de la DLCA à Nara, dont la réception définitive a été prononcée en septembre 2015, a sensiblement amélioré les conditions de travail de ses agents et leur permet d'assurer l'animation et l'accompagnement des organisations des producteurs d'élevage pour une mise en œuvre rapide des résultats de l'étude suscitée. Aux dires de son responsable local à Nara, grâce à l'appui du PRODEZEM, la DLCA assure de mieux en mieux sa mission de représentation de la profession agricole. Avec son appui, désormais, les infrastructures communautaires d'élevage mises en place par le PRODEZEM sont gérées par des organes de gestion des OP légalement constituées et immatriculées. Ainsi les ressources affectées seront mieux sécurisées. A cet effet faut-il le souligner, dans leur forme d'organisation initiale, les BAB n'avaient pas réussi à ouvrir un compte auprès des institutions bancaires ou de micro finance disponibles à Nara ; après adoption de la forme coopérative, leurs comptes sont opérationnels. Ainsi, le compte ouvert au nom de leur coordination assure les commandes groupées et fait des économies d'échelle. Par ailleurs, la DLCA de Nara a monté 14 projets en 2015 dont 11 relèvent des OP d'élevage partenaires du projet auprès de FIBANI, PAPAM et autres acteurs de la micro finance.

Le taux de fonctionnalité des organisations professionnelles appuyées par le projet s'est accru pour atteindre une moyenne de 56% pour une valeur cible de 60% (contre 47% en 2014). Bien que le chemin soit encore trop long, ce progrès dénote d'une bonne appropriation des missions et responsabilités par les OP et leurs organes dirigeants.

Enfin, l'accompagnement de la DLCA a permis l'augmentation du nombre d'exploitations recensées en 2015 (326 exploitations agricoles dont 78 à l'intérieur des communes) ; contribuant ainsi à la mise en œuvre de la Politique de Développement Agricole.

2.7 Performance de l'output 5



2.7.1 Progrès des indicateurs

Output 5 : Un programme de préservation et de sélection du zébu Maure est initié.							
Indicateurs		Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Valeur année 2015	Cible année 2015	Cible finale
IOV	Éléments de calcul						
30. Une cellule en matière d'amélioration génétique est opérationnelle au sein de la DNPIA	Taux de fonctionnalité de la cellule	0%	35%	50%	80%	70%	70%
31. Des dispositions légales en matière d'amélioration génétique sont élaborées et adoptées	Nombre de textes réglementaires adoptés	1	1	2	3	3	3
32. 48 éleveurs sélectionneurs (ES) participent activement au Programme de Sélection	(a) Nombre d'éleveurs sélectionneurs	0	53	52	70	50	50
	(b) Nombre de taureaux améliorateurs introduits	0	37	52	69	50	50
	(c) Nombre de vaches couvertes	0	1198	1061	1303	2500	2500
33. Le nombre de vaches d'élite appartenant à des femmes représente au moins 30% des troupeaux. en sélection. En 2014, au moins 50 femmes sont touchées par le PAG et en tirent des bénéfices	(a) Nombre de femmes disposant d'animaux couverts par le programme d'amélioration génétique	0	94	94	115	50	50
	(b) Taux de vaches d'élite appartenant aux femmes	0%	9,4%	13,10%	11,73%	30%	30%

2.7.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁸	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Appui à la DNPIA pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'amélioration génétique		X		
2 Initier un programme participatif de sélection de Zébu Maure en milieu ouvert		X		
3 Mettre en œuvre le programme de sélection en milieu ouvert		X		
4 Mettre en place un programme de lutte contre la consanguinité		X		
5. Soutien à la coordination des acteurs et à la diffusion du zébu Maure				X

En 2015, l'activité d'appui institutionnel à la DNPIA pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'amélioration génétique a connu une avancée remarquable par rapport aux trois dernières années. Et en application des directives de la FAO, sa vision a évolué

⁸ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

vers la recherche d'une stratégie de gestion des ressources génétiques animales et amélioration génétique.

Plusieurs sous-activités ont été réalisées dans ce cadre : une brochure sur le diagnostic institutionnel en amélioration génétique (AG) a été publiée et diffusée ; un diagnostic de la situation de la race zébu Maure a été réalisé dans son berceau et fera l'objet de recommandations en début 2016 ; l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion des ressources génétiques animales et AG a été appuyée à travers, notamment la réalisation de séances de travaux de la CNOSAGA et la réalisation de séminaires d'analyse ainsi que le suivi des travaux de rédaction ; quatre ateliers de renforcement des capacités des cadres de la DNPIA et du PRODEZEM ont été réalisés (portant sur l'approche chaîne de valeurs, l'appui institutionnel aux OPA, la communication interne, le partenariat public-privé en élevage) ; un appui au fonctionnement et à la pérennisation de la cellule d'AG de la DNPIA ainsi que le suivi et la coordination des programmes/projets d'AG sont réalisés de façon continue ; enfin la réalisation du répertoire des races des ruminants domestiques au Mali est en cours. Par rapport aux travaux de rédaction de la nouvelle stratégie, un comité de lecture de 10 experts nationaux a été mis en place pour la lecture et l'enrichissement du projet de stratégie qui sera proposée par les consultants commis à cette tâche.

Au titre des activités sur le terrain à Nara, les principales actions ont permis l'élargissement des communes couvertes, le choix de nouveaux éleveurs sélectionneurs et la mise en œuvre des mesures d'accompagnement en faveur des éleveurs sélectionneurs.

Dans ce cadre, la commune de Goumbou avec 18 nouveaux éleveurs sélectionneurs a intégré le dispositif de sélection du zébu Maure. Les éleveurs sélectionneurs ont entamé une réelle organisation associative aux niveaux des communes et du cercle. Une Union des associations communales a vu le jour et entend galvaniser les éleveurs autour de leur activité de sélection du zébu Maure dans son berceau de race.

En application des mesures d'accompagnement édictées par le Comité de sélection du zébu Maure, les nouveaux éleveurs sélectionneurs ont reçu du petit matériel d'élevage, 17 éleveurs sélectionneurs ont reçu une prime à l'introduction d'un taureau améliorateur non consanguin et l'ensemble des éleveurs sélectionneurs ont reçu un appui en aliment bétail de 70 Tonnes.

Les agents du SLPIA/UAPIA ont poursuivi l'encadrement technique des éleveurs sélectionneurs, le remplissage du carnet de l'éleveur et le contrôle des performances. A cet effet, les résultats zootechniques obtenus sur les troupeaux en 2014 ont été restitués aux éleveurs sélectionneurs.

En appui à l'émergence d'éleveurs volontaires appliquant les thèmes du projet, des missions de formation et de sensibilisation ont été organisées dans 10 communes sur les onze que compte le cercle sur divers thèmes qui concourent à la bonne gestion des troupeaux : conduite des troupeaux, la lutte contre la consanguinité, l'alimentation, enrichissement de la paille avec la mélasse, l'urée et/ou le sel etc. Cette activité a touché 420 éleveurs.

Le projet a acquis un camion bétailière d'une capacité de 40 Tonnes. Analysées par la SMCL du 18 novembre 2015, les modalités d'exploitation proposées par les acteurs des filières animales de Nara présentaient des difficultés de mise en œuvre et ne proposaient aucun compte d'exploitation démontrant sa rentabilité. Devant ces difficultés, cette SMCL a jugé bon de maintenir le camion bétailière parmi le matériel du projet et pour ses activités.

Les acteurs de la sélection du zébu Maure sont coordonnés à travers deux organes : le Comité de sélection et l'Union des associations d'éleveurs sélectionneurs du zébu maure de Nara. Par contre, la diffusion de taurillons sélectionnés n'est pas encore au rendez-vous car le programme est encore au stade embryonnaire. Les premiers taurillons issus des vaches inscrites à titre initial ont seulement douze mois d'âge.

2.7.3 Analyse des progrès réalisés

La brochure « *Institutions, professionnels et amélioration génétique au Mali* », largement diffusée auprès des acteurs impliqués dans l'élevage et la gestion des ressources génétiques, est devenue une référence dans le milieu de l'élevage. Comportant des orientations pour l'élaboration de la stratégie nationale de gestion des ressources génétiques animales et d'amélioration génétique, elle a été utilisée dans les séminaires préparatoires et les ateliers d'analyse en prélude à l'élaboration de cette stratégie. Etant un support écrit (plutôt que des interventions orales), il a aidé à l'analyse en cadrant les débats et en améliorant ainsi leur qualité. En effet, les participants, correctement informés, avaient une compréhension harmonisée des terminologies utilisées dans le domaine avant les échanges.

A l'issue du séminaire et des ateliers, le processus d'élaboration d'une stratégie nationale de gestion des ressources génétiques animales est fort avancé et il est attendu en février 2016, la tenue d'un atelier de restitution du projet de stratégie dont la validation interviendra ultérieurement sous la responsabilité du Ministère du Développement Rural.

En attendant l'approbation d'un projet de stratégie nationale de gestion des ressources génétiques animales, l'appui à la DNPIA a déjà atteint le nombre de trois textes légaux prévus par le cadre logique (indicateur n°31). En effet, il a appuyé la création officielle de la CNOSAGA (novembre 2014) et du CNIA (mai 2015). La CNOSAGA facilitera la mise en lien de la proposition de stratégie nationale de gestion des ressources génétiques et d'amélioration génétique avec le cadre institutionnel du MDR ; tandis que le CNIA encadrera toutes les actions d'insémination artificielle et de croisements des animaux. C'est donc dire que les deux structures préparent bien le terrain pour une bonne mise en œuvre de la future stratégie de gestion des ressources génétiques animales.

Sur le terrain à Nara, jusqu'en 2014, les communes couvertes par le programme de la sélection du zébu Maure étaient limitées à celles qui sont proposées par le Rapport de formulation du projet ; mais, en début 2015, les éleveurs de zébu maure de la commune de Ouagadou, à travers leur mairie, ont formulé une demande d'adhésion au programme marquant ainsi leur engouement et leur volonté de participer à cette activité. Ces éleveurs affirment avoir suivi avec attention les actions de sensibilisation sur l'importance du programme de sélection conduites dans les autres communes. Beaucoup d'entre eux prétendent homogénéiser leurs troupeaux ou introduire des taureaux zébu maure pour les transformer. Ces témoignages augurent d'une bonne réussite du programme dans cette nouvelle commune.

Sur un total de 30 éleveurs candidats, 18 ont rempli les conditions édictées par le Comité de sélection (dont fait partie des représentants des éleveurs). Le nombre d'éleveurs sélectionneurs, inscrits à titre initial faut-il le souligner, atteint 70 alors qu'il était initialement attendus 48. Le nombre de vaches couvertes est encore faible, soit 1303 sur 1500 initialement escomptées (indicateur n°32.c).

L'augmentation du nombre d'éleveurs sélectionneurs répond à une autre contrainte : celle d'élargissement de la base de sélection. En effet, au départ, il était attendu que chaque éleveur candidat sélectionneur puisse mettre à la disposition du programme

environ 30 vaches conformes aux critères. En réalité, il est apparu que compte tenu des croisements intempestifs sur les parcours, les éleveurs ne peuvent pas fournir un chiffre moyen de plus de 20 vaches ; dès lors, le programme doit recourir à une augmentation significative du nombre d'éleveurs en vue d'élargir la base de sélection. C'est donc dire, que potentiellement pour atteindre une base d'environ 6 000 vaches inscrites à titre initiale, il faudra au moins 300 éleveurs de zébu Maure.

Les éleveurs sélectionneurs ont marqué leur adhésion à la forme d'organisation associative au niveau commune et du cercle. Leur participation s'est avérée massive à l'assemblée générale constitutive de l'union faîtière des associations communales. Par ailleurs, ils se réunissent régulièrement pour traiter des questions liées à l'élevage et souvent même en dehors des activités du projet, ce qui témoigne de leur intérêt et de leur motivation à s'organiser.

Les mesures d'accompagnement accordées aux éleveurs sélectionneurs notamment en aliment bétail permettent de soutenir les vaches en production laitière et l'ensemble du troupeau pendant la période de soudure. Une augmentation de la production laitière est observée par les éleveurs ; ce qui les incite à l'achat permanent de cet aliment auprès des BAB. Ceci constitue un progrès significatif dans un contexte où les éleveurs investissent trop peu dans l'alimentation du bétail. Ce sont les éleveurs sélectionneurs qui sont le plus proche des groupements de femmes transformatrices du lait qui complètent le plus les vaches en lactation afin d'avoir beaucoup plus de lait et de revenus monétaires. Du coup, le lait commence à rentrer dans le circuit commercial dans les alentours des BAB et des centres de collecte et de transformation du lait.

Les éleveurs témoignent également des avantages des déparasitages internes, externes et sanguins. A cet effet, les éleveurs ont compris l'importance du déparasitage des animaux avant l'entrée en saison humide et voudraient recevoir les appuis en produits vétérinaires à partir du mois de mai déjà. Ceci témoigne d'une maîtrise de la santé des animaux. Aussi, les éleveurs sélectionneurs témoignent que les animaux complémentés résistent mieux aux crises alimentaires.

L'introduction de 17 nouveaux taureaux non consanguins dans les troupeaux porte à 69 le chiffre total de mâles introduits dans le cadre de la lutte contre la consanguinité, base de la sélection bovine (indicateur 32 b). Comparativement aux autres, les veaux issus de ces taureaux montrent un bon poids à la naissance, une croissance plus rapide et se révèlent robustes. En effet, à un an d'âge, ils atteignent environ 95 Kg (indicateur n°3). Ainsi, la conduite des troupeaux chez les éleveurs sélectionneurs devient de plus en plus un exemple à suivre dans leur milieu. Ceci reconforte le choix du projet de les compter parmi les éleveurs volontaires qui servent d'exemple aux autres.

Pratiqués sur les animaux du programme de sélection, les tests de dépistages de la tuberculose et de la brucellose, deux zoonoses majeures transmissibles à l'homme ont été bien compris par les éleveurs comme outils d'assainissement des troupeaux en vue de produire des animaux sains et du lait sain. A cet effet, les éleveurs ont consenti, sans contre partie, à abattre tous les animaux testés positifs.

Généralement convoyés sur pied ou en camions non appropriés, les animaux subissent divers traumatismes au cours de leur transport de Nara vers les marchés à bétail de rassemblement ou terminaux. L'acquisition d'un camion bétailière devrait aider à améliorer les conditions de transport des animaux pour une meilleure préservation de leur valeur marchande.

Dans le cadre de la coordination et de la diffusion du zébu Maure, les éleveurs sélectionneurs et le projet préparent, pour l'année 2016, une Journée zébu Maure qui

traduira la volonté des éleveurs à promouvoir le zébu maure dans son berceau d'origine. Cette journée sera la traduction de la mise en cohérence des actions du projet au niveau de l'appui institutionnel à la DNPIA avec celles sur le terrain.

2.7.4 Activités transversales : Système d'information géographique

Depuis mars 2015, les trois projets du secteur du développement rural (PRODEZEM, PRODEFA et PAI-MEP) partagent une assistance junior pour la mise en place de banques de données SIG.

Pour PRODEZEM, il s'agit d'une banque de données contenant les informations sur les infrastructures d'élevage afin de produire des cartes thématiques. Cette banque aussi reliée à Google Earth pour visualiser les infrastructures dans leur environnement immédiat.

Aujourd'hui, cette banque est fonctionnelle, les informations sont collectées grâce à des smartphones et transmises à l'unité centrale à travers les réseaux de téléphonie mobile disponibles au Mali.

Le SIG se révèle être un outil relationnel entre les deux secteurs de concentration de la CTB au Mali, à savoir la décentralisation et le développement rural. En effet, dans le cadre de la mise en application du décret de transfert des compétences du secteur du développement rural vers les collectivités territoriales, le SIG joue un rôle central pour faire les inventaires des infrastructures à transférer et produire des cartes de leur géo-localisation. Les cartes et les fiches descriptives des infrastructures qui seront produites aideront les maires et les élus locaux en charge du pastoralisme à s'approprier les nouvelles compétences acquises.

2.7.5 Thèmes transversaux

2.7.6 Genre

Les indicateurs de résultats du projet ont été formulés bien avant l'adoption de thèmes transversaux « *genre et environnement* » par la CTB. Les actions réellement mises en œuvre par le projet à l'endroit du genre sont beaucoup plus relatives à la promotion féminine.

Les actions de promotion féminine du projet sont étayées par quelques indicateurs liés d'une manière directe ou indirecte aux conditions socio économiques de la femme rurale. Les valeurs de ces indicateurs (n°15, n°20, n°21, n°24 et n°33) ont été abordées au niveau de chaque résultat correspondant. Il s'agit d'indicateurs indirects relatifs aux activités génératrices de revenus et à la charge de travail de la femme.

Les différentes actions de promotion féminine mises en œuvre par le projet et leurs indicateurs peuvent être déclinées comme suit :

- La vaccination de la volaille:
En milieu rural, il est communément reconnu que la femme s'occupe préférentiellement et est détentrice du petit élevage qu'elle gère à sa guise pour ses besoins spécifiques, les soins aux enfants en bas âges et l'achat des objets de parure pour le mariage de ses filles. Le petit élevage, la volaille et les petits ruminants, constitue donc une source de revenus pour la femme rurale. Dans sa formulation, le projet a mis l'accent sur la vaccination de la volaille qui est un des principaux facteurs limitant de l'accroissement de ses effectifs. Cette vaccination est assurée par les éleveurs relais (ER) en appui aux CVR. Au nombre de 27, ils ont vaccinés 8 186 poules pour une valeur cible attendue de 30 000 (indicateur n°15.b). C'est donc dire qu'il reste beaucoup d'efforts à fournir pour atteindre les résultats escomptés.

La vaccination des petits ruminants demeure encore timide et a concerné 54 433 têtes (contre la PPR et la pasteurellose)

- La dotation de noyaux de petits ruminants à des femmes seules et chefs de ménages :
Dans son élan d'appui aux ménages les plus vulnérables, le projet a privilégié le critère de la « femme seule et chef de ménage ». Ainsi, cette catégorie constitue 43% des 500 ménages appuyés soit 215 sur 500 ménages ; celles-ci figurent parmi les 300 ménages (indicateur n°21) ayant amélioré leur capacité alimentaire, sanitaire et productive.
- La collecte, transformation et commercialisation du lait :
Mettant en œuvre son approche d'appui à l'émergence de la filière lait, le projet a suscité l'organisation de femmes dans les principaux centres urbains du cercle de Nara autour de la collecte, transformation et la commercialisation du lait. A l'heure actuelle, cette activité connaît un véritable engouement, se révèle comme une action éducatrice pour les éleveurs en matière de production et de l'hygiène du lait. In fine, le troc du lait contre le mil et/ou le sel cède, petit à petit, le pas à la vente monétarisée.
Pour soutenir cet élan, le projet a appuyé la mise en place 6 groupements de femmes transformatrices de lait, a équipé de chaîne de froid 3 centres de

collectes de lait et a construction 2 mini laiteries. A cet effet l'indicateur n°24.a est atteint.

A travers ces centres, environ 5 000 litres de lait ont été collectés à partir de mars 2015. Ainsi, l'indicateur 24.b qui prévoyait 1 000 litres seulement a été atteint. Les groupements de femmes transformatrices de lait se sont érigés en coopératives avec des parts sociales (variables par endroit) pour constituer le capital. Le maintien de leur dynamique actuelle demande de la part du projet un suivi rapproché.

Bien que le volume de lait collecté augmente, le degré de satisfaction des éleveurs vis-à-vis de l'écoulement du lait en hivernage demeure très modeste (indicateur n°24c) car le rayon d'action des centres de collecte est infime par rapport aux besoins réels. C'est donc dire que l'émergence d'une véritable filière lait dynamique dans le cercle de Nara exige encore beaucoup d'efforts en organisation des acteurs et en investissements.

- La promotion de femmes éleveurs sélectionneurs :
Sur le terrain, rares sont les femmes qui déclarent être propriétaires de troupeaux à cause des pesanteurs sociales. Après des échanges approfondis avec les éleveurs sélectionneurs sur le sujet, 4 femmes ont adhéré à titre individuel au programme de sélection du zébu Maure et 111 femmes possèdent des animaux dans les troupeaux de sélection de leurs maris ; ainsi l'indicateur n°33.a s'établit à 115 femmes. Faut-il le signaler, le nombre de troupeaux de sélection étant de 70 au total, le nombre de femmes couvertes par le programme dépasse les 70 à cause du contexte de polygamie. Les animaux des 115 femmes représentent 11,73% des effectifs totaux du programme (indicateur 33.b). Bien que jugée très faible, cette représentativité est encourageante dans le contexte sahélien où tout le patrimoine familial demeure encore l'apanage de l'homme.

D'une manière globale, l'ensemble des actions mises en œuvre par le projet devrait aussi avoir une incidence sur l'amélioration des conditions de la vie des populations en générale et, de la femme en particulier. A cet effet, un certain nombre d'indicateurs sont annuellement suivis à l'aide des enquêtes annuelles dans 10 sites représentatifs des groupes socioculturels présents dans le cercle de Nara. Il s'agit des indicateurs suivants :

- Degré d'appréciation de la charge de travail (indicateur n°20.a) :
La femme est le pilier du ménage, c'est elle qui exécute la majorité des tâches ménagères et en tête la corvée de l'eau, la recherche du bois de chauffage et la cuisine. Cet indicateur est évalué à une valeur de 59% marquant une légère diminution par rapport aux années précédente et proche de la cible (60%).
- Augmentation du nombre d'activités génératrices de revenus (AGR ; indicateur n°20.b) :
Les activités génératrices de revenus diffèrent entre les groupes socioculturels, mais d'une manière globale demeurent peu diversifiées au sein d'un même groupe. Elles sont essentiellement liées à l'artisanat, le petit élevage et le petit commerce.
- Amélioration de l'indice de participation de la femme à la vie communautaire (indicateur n°20.c) :
Le joug des travaux ménagers et les considérations sociales demeurent encore des facteurs qui ne favorisent pas la participation de la femme à la prise des décisions au niveau communautaire bien que la plupart des maris proclament haut et fort que leurs épouses sont concertées au niveau du ménage. Lorsque la femme gagne plus de revenus, sa voix porte plus de poids ; c'est ainsi que la plupart des femmes se battent pour mener des AGR.

Évalué en 2015, l'indice de participation de la femme à la vie communautaire était de 52% marquant ainsi une progression par rapport aux années antérieures et dépassant la valeur cible de 40%.

Dans le contexte sahélien, la femme rurale se déplace moins que l'homme et par conséquent, elle est souvent appelée à prendre beaucoup de responsabilité bien que la tradition ne le laisse pas apparaître.

2.7.7 Environnement

Les principales activités du projet contribuent à l'amélioration des conditions générales d'élevage et accordent un accent particulier sur la préservation des ressources naturelles et d'un environnement propice à l'élevage.

Dans cet élan, la réhabilitation et la création de nouveaux périmètres pastoraux contribuent à l'aménagement du territoire pour une stabilisation des troupeaux et des hommes pendant la saison sèche sur des aires aménagées à cet effet et ainsi, éviter la dégradation des écosystèmes. Il s'agit aussi d'une action de responsabilisation des éleveurs par rapport à la gestion durable des ressources en eau et en fourrages.

La récupération des sols dégradés constitue quant elle, une action formatrice de la population en matière de reconstitution des écosystèmes pâturés. Dans ce processus, les populations apprennent trois actions incontournables pour une régénération durable du couvert végétal : (i) la rétention de l'eau de surface, (ii) l'ensemencement des sols avec des graines des herbacées autochromes et (iii) la plantation d'arbustes.

La lutte contre les feux de brousse et l'ouverture des pare feux est l'action phare et formatrice des populations par excellence en matière de préservation de l'environnement. Il s'agit de lutter contre les feux qui ravagent les parcours et rendent les sols propices à l'érosion éolienne et hydrique. Les sols érodés deviennent imperméables à l'eau, voient leur porosité diminuée et perdent toute activité biologique. Des recherches toutes récentes montrent que de tels sols limitent fortement les recharges en eau des nappes souterraines. Dès lors, l'exploitation de ces eaux souterraines en forages s'expose à un tarissement potentiel. D'où, déjà au niveau du Ministère du Développement Rural du Mali, une réflexion devrait être menée pour envisager une amélioration des aménagements dans les périmètres pastoraux et aux alentours des puits pastoraux pour éviter un assèchement tardif des nappes mais apparemment certain.


2.8 Gestion des risques

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	Progress	Status
L'insécurité due à quelques attaques des bandits armés dans certaines localités du Mali rend difficile le suivi rapproché des activités sur le terrain (suivi des comités des périmètres pastoraux, BAB, CVR et chantiers des marchés publics)	01/01/2012	DEV	Medium	High	High Risk	Contractualiser le suivi et le contrôle des travaux sur terrain par un Bureau d'études (selon chaque domaine d'action)	Expert marchés publics	Permanent	Réalisé pour chaque marché de travaux	En cours
						Utiliser la THURAYA (communication par satellite) lors des missions Bamako-Nara	Direction	Permanent	A chaque mission le Coresponsable et l'ATI-DNPIA utilisent la THURAYA pour rester en contact avec la direction à Nara et la Représentation à Bamako	
						Réaliser des missions perlées de supervision à Nara par le Coresponsable	RepRes	Permanent	Requérir avant chaque mission, l'avis de l'administration de Nara et du Conseiller sécurité du Bureau de l'Ambassade de Belgique à Bamako et obtenir l'aval du RepRes	

Le retour des populations aux anciennes mauvaises pratiques de feux de brousse risque de compromettre les acquis du projet en matière de préservation des fourrages.	01/01/2012	DEV	High	Medium	High Risk	Poursuivre la sensibilisation des collectivités (panneaux et messages publics aux radios de proximité et organisation de sessions de formation / sensibilisation pour comités de gestion/recyclage des brigades anti feux)	Pastorale	Permanent	Chaque année, dès le début de chaque saison sèche, des émissions sont réalisées sur les radios communautaires locales pour sensibiliser les populations. 20 panneaux réalisés et implantés en 2013-2014. Il va falloir en ajouter d'autres après délimitation des nouveaux périmètres pastoraux.	En cours
						Suivre les actions des brigades anti feux dans les villages	Pastorale	Permanent	En partenariat avec le service des Eaux et Forêts et les collectivités, les brigades anti feux ont été redynamisées, formées et d'autres créées. Chaque année, une campagne de redynamisation des populations et des brigades anti feux est organisée à partir du mois d'octobre (après la saison des pluies).	

Les cabinets vétérinaires risquent de disparaître à cause d'une faible rentabilité	01/03/2013	DEV	Low	High	Medium Risk	Déterminer le seuil de rentabilité des CVR en élaborant leurs plans d'affaires.	ATI/DN PIA et Socio - écono miste	janv-16	Depuis leur mise en place, des missions semestrielles de suivi technique et financier ont été réalisées par le projet et VSF-B/ICD en vue d'établir les comptes d'exploitation des cabinets vétérinaires. Une étude portant sur la réalisation des plans d'affaires des CVR a débuté en novembre 2015 et la restitution de ses résultats est attendue en janvier 2016.	En cours
						Appuyer les cabinets vétérinaires à mettre en œuvre les recommandations des plans d'affaires	Socio- écono miste	juin-16	Le rapport est en cours de validation.	
						Appuyer les CVR pour l'achat groupé des produits vétérinaires afin d'aboutir à des économies d'échelle	Vétérin aire	juin-16	Au cours de l'année 2015, le projet a appuyé les promoteurs des CVR dans la réalisation d'un voyage d'études auprès du Laboratoire Central Vétérinaire de Bamako dans une perspective de réalisation de commandes groupées de vaccins. Pour les autres produits vétérinaires, ils sont en négociation permanente avec des Pharmacies vétérinaires grossistes à Bamako.	

<p>Une mauvaise gestion des fonds de roulement des banques d'aliment bétail risque de provoquer une réaction en chaîne: rupture de stocks d'aliment bétail, sous-nutrition des animaux, mauvaise production et reproduction du bétail.</p>	<p>01/04/2014</p>	<p>DEV</p>	<p>Medium</p>	<p>Medium</p>	<p>Medium Risk</p>	<p>Appuyer les BAB dans la mise en place de structures de gestions pérennes</p>	<p>ATI/DN PIA et Socio - écono miste</p>	<p>août-15</p>	<p>Une étude sur la situation juridique des OP dont les comités de gestion des BAB a été réalisée. Les usagers des BAB ont entamé leur organisation sous la forme de Coopérative simplifiée (par BAB). Cette étude a dégagé les textes réglementaires et cahier de charges de BAB.</p>	<p>En cours</p>
--	-------------------	------------	---------------	---------------	--------------------	---	--	----------------	--	-----------------

					 <p>Déterminer le seuil de rentabilité des BAB en élaborant leurs plans d'affaires.</p>	<p>ATI/DN PIA et Socio - écono miste</p>	<p>févr-16</p>	<p>Appuyés par le projet, les 11 BAB ont déjà mis en place (i) un compte bancaire commun et (ii) une structure fonctionnelle de coordination. Cette coordination réalise les bilans comptables et les états des stocks. Pour l'année 2016, un programme de réapprovisionnement est déjà disponible et sera exécuté à partir du compte commun.</p>
--	--	--	--	--	---	--	----------------	---

Une mauvaise gestion des parcs de vaccination affecterait négativement l'amélioration de la couverture sanitaire du bétail	01/01/2014	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Suivre de manière rapprochée et accompagner les banques d'aliment bétail dans la mise en œuvre des recommandations issues des plans d'affaires	Socio-économiste	juin-16	Depuis 2014, les BAB améliorent la disponibilité d'aliments concentrés durant la période de soudure. Progressivement, les éleveurs utilisent aussi les aliments concentrés pour soutenir les vaches laitières. En fin décembre 2015, toutes les BAB ont démontré une bonne gouvernance en ce sens que tous les impayés qui étaient encore en instance en septembre sont versés en banque. Pour chaque BAB, les usagers sont en cours de constitution du capital social. Cette démarche montre que les éleveurs ont compris le rôle des BAB; ce qui augure leur adhésion aux recommandations de l'étude en perspective.	En cours	
						Insérer une ligne ici					
						Identifier, avec les collectivités, les groupements d'éleveurs usagers des parcs de vaccination et mettre en place des structures de gestion adaptées.	Zootechnicien charge des filières	déc-15	Des concertations ont eu lieu avec les collectivités et les éleveurs pour la détermination des zones de concertation d'animaux et les sites favorables à l'implantation des parcs de vaccination ainsi que la mise en place de 7 structures de gestion adaptées.		

Une mauvaise gestion des équipements marchands (Marchés à bétail, boucheries, centres de collecte de lait, aires de séchage des peaux etc.) réduirait l'impact du projet en matière de développement des filières	01/04/2014	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Former les leaders de ces structures et les doter en outils de gestion.	Zootec hnicien charge des filières	juin-16	Le 15 septembre 2015, une réunion rassemblant tous les acteurs filières a validé les propositions d'organisation des éleveurs autour des infrastructures communautaires d'élevage dont les parcs. Chaque parc de vaccination est doté d'une structure idoine de gestion. Tous les organes de gestion des parcs seront formés et suivis.	En cours
						Insérer une ligne ici				
						Avec les collectivités, identifier les promoteurs et les gestionnaires des infrastructures	Zootec hnicien charge des filières	déc-15	Intégration, en juin 2014, des infrastructures à réaliser dans les PDSEC des communes. Le rapport final de l'étude sur la situation juridique des OP est disponible. Le 15 septembre 2015, une réunion rassemblant tous les acteurs filières a validé les propositions d'organisation des éleveurs autour des infrastructures communautaires d'élevage. Depuis lors, les usagers ont entamé leur structuration en accord avec le processus de décentralisation en cours au Mali.	

Les structures de gestion existantes (Comités de gestion, associations) et leurs modalités de fonctionnement ne garantissent pas la durabilité des infrastructures créées par le projet	01/12/2014	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Former les gestionnaires des infrastructures et mettre à leur disposition des outils de gestion	Zootec hnicien charge des filieres	juin-16	Les gestionnaires d'infrastructures communautaires sont identifiés et les premières formations ont concerné les bouchers en 2015 et les autres en bénéficieront en 2016.	Terminé
						Insérer une ligne ici				
						Réaliser une étude sur le statut juridique et institutionnel des structures de gestion des infrastructures créées	Socio- écono miste	déc-15	Le rapport final de l'étude sur la situation juridique des OP est disponible. Le 15 septembre 2015, une réunion rassemblant tous les acteurs filières a validé les propositions d'organisation des éleveurs autour des infrastructures communautaires d'élevage. Chaque type d'organisation des usagers est doté de cahier de charges en adéquation avec sa mission et en relation avec le processus de décentralisation en cours au Mali.	

3 Pilotage et apprentissage

3.1 Réorientations stratégiques

Sur base d'une note technique présentée par le projet, la SMCL du 27 Novembre 2014 a acté d'importantes réorientations stratégiques de nature à appuyer l'atteinte des objectifs initiaux du projet. Ces réorientations ont été réconfortées par l'approbation des réaménagements budgétaires par la SMCL en sa session du 24 février 2015.

Les réorientations stratégiques mises en œuvre sont les suivantes :

- La prolongation de la durée du projet jusqu'en décembre 2016 avec l'arrêt des activités de terrain au 30 juin 2016 ;
- L'évaluation du personnel technique sur la base d'objectifs individuels ;
- Le traitement des dossiers de marchés publics au niveau régional à Koulikoro ;
- La fixation de la date limite de signature des marchés publics au 30 septembre 2015 ;
- La prolongation des appuis à la DRPIA, DRSV et CRA jusqu'au 30 juin 2016.

En application des directives de la FAO en matière de gestion du patrimoine génétique animale, le projet d'élaboration d'une stratégie nationale d'amélioration génétique s'est réorienté plutôt vers une stratégie de gestion des ressources génétiques animales et d'amélioration génétique. Ainsi cette nouvelle conception revêt un caractère plus global en harmonie avec les politiques internationales en la matière et exigera la création d'un service d'amélioration génétique au sein de la DNPIA et la mise en place d'un organe opérationnel de sélection animale au sein de chaque berceau de race.

La préservation des ressources naturelles en tant que partie intégrante de l'aménagement du territoire devrait aborder deux problématiques nouvelles :

- L'exploitation des eaux des nappes souterraines tout en favorisant leur recharge par l'eau de pluies pour éviter leur tarissement potentiel.
- La délimitation des zones pastorales et le balisage des pistes d'accès aux points d'eau et autres utilitaires pastorales. Cette délimitation contribuerait à réduire significativement les conflits entre agriculture et élevage et favoriserait l'émergence d'exploitations pastorales, condition sine qua none d'intégration de l'élevage dans la nouvelle Politique de Développement Agricole fondée sur des exploitations dûment identifiées.

Un élargissement rapide du nombre d'éleveurs sélectionneurs du zébu Maure inscrits à titre initial devrait réconforter la mise en œuvre de la future stratégie de gestion des ressources génétiques animales et d'amélioration génétique du zébu Maure dans son berceau de race. Cependant, sachant que les animaux répondant au spécimen « zébu Maure » sont ténus, pour augmenter rapidement le nombre d'éleveurs et d'animaux encadrés, il va falloir opter pour une pression de sélection plus forte sur les mâles et moins sur les femelles. Ainsi, les éleveurs dont les troupeaux ont subi des croisements intempestifs pourraient intégrer le programme pour autant qu'ils acceptent la nouvelle ligne de conduite du troupeau.

L'encadrement technique par les agents étatiques semble avoir atteint ses limites. Il serait souhaitable que l'organisation des éleveurs sélectionneurs du zébu Maure arrive à nouer un partenariat avec l'Etat afin de bénéficier d'encadreurs polyvalents spécifiques.

3.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
<i>Description des recommandations</i>	<i>L'acteur responsable de la (dés)approbation de la recommandation</i>	<i>p. ex., Q1, Q2, Q3 ou Q4 de l'année N+1</i>
Assurer le suivi de la planification des activités de la Note technique de prolongation du projet	Direction projet	Q2-2016
Diligenter les dossiers de marchés publics au niveau régional à Koulikoro	Expert marchés publics	Q4-2015
En droite ligne de la mise en œuvre de la stratégie de gestion des ressources génétiques animales, appuyer la mise en place d'un service d'amélioration génétique sein de la DNPIA	CTB/DNPIA	Q4-2016
Appuyer la mise en place d'un organisme opérationnel de gestion de la sélection du zébu Maure et élargir la base de sélection dans son berceau de race	Direction projet	Q2-2016
Mettre en place des mesures d'accompagnement au niveau des périmètres pastoraux afin de susciter l'émergence d'une véritable filière bétail/viande permettant le raccourcissement de l'âge de commercialisation du bétail	Mission d'identification Mission de formulation de la suite du projet	Q1-2016 Q2-2016

3.3 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
<i>Description de l'enseignement tiré.</i>	<i>Le public potentiellement intéressé par l'enseignement tiré. (intervention, Représentation, département du siège de la CTB, département du partenaire...).</i>
Les mécanismes de contrôle financier devraient être renforcés en cas de délocalisation partielle de l'équipe du projet en différents endroits.	Projet, Représentation CTB
Les périmètres pastoraux sont des exemples de bonne gestion du domaine pastoral et environnemental et pourraient devenir un modèle d'aménagement du territoire en zone à faible densité humaine.	CTB, MDR

<p>Pour améliorer à grande échelle et significativement la couverture sanitaire du bétail, le réseau de santé animale de proximité mis en place par le PRODEZEM/VSF-B/ICD pourrait être un modèle d'appui à la mise en œuvre de la politique nationale de libéralisation de la profession vétérinaire.</p>	<p>Siège CTB, représentation CTB, MDR</p>
<p>Les appuis sous forme de dotation en noyaux d'élevage aux ménages vulnérables sont d'une réelle utilité pour la population par rapport aux donations en cash aux effets éphémères. Le capital animal se révèle reproductif et durable.</p>	<p>Siège CTB, représentation CTB, ONG, MDR</p>
<p>Une collaboration entre les CVR et les BAB se révèle nécessaire pour une complémentarité dans la lutte des maladies à carence minérale. En effet, les CVR ont de meilleurs arguments de persuasion des éleveurs pour l'achat des pierres et autres produits nécessaires.</p>	<p>Siège CTB, représentation CTB, ONG, MDR</p>
<p>L'analyse de la chaîne de valeurs de la filière bétail/viande dans le cercle a révélé plusieurs constants dont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le chiffre d'affaires global annuel de la chaîne de valeur bétail viande du cercle de Nara équivaut presque à celui réalisé grâce aux exportations de bovins au niveau national. - le mouton génère des marges bénéficiaires importantes aux éleveurs et aux commerçants (car le mouton est très prisé). - Les commerçants de bétail brisent la chaîne des intermédiaires pour faire des achats directs chez les éleveurs ayant de bons animaux zébu Maure. A cet effet, la chaîne de valeurs de la filière bétail/viande serait sur la voie d'apporter plus de marge bénéficiaire à l'éleveur. <p>Ainsi, il faudrait poursuivre l'appui à l'organisation de la chaîne de valeurs des filières animales avec une prise en compte de l'élevage du mouton.</p>	<p>Siège CTB, représentation CTB, ONG, MDR</p>
<p>Au niveau local, la filière lait semble être une action porteuse pour les groupements féminins. Cependant, une généralisation des expériences réussie doit requérir plus de réflexion par rapport aux mesures d'accompagnement nécessaires (disponibilités des intrants, organisation des acteurs, présence d'un marché, prix du lait etc.)</p>	<p>Siège CTB, représentation CTB, ONG, MDR</p>
<p>Les activités de sélection animale sont coûteuses. Dès lors il va falloir envisager un encadrement technique et économique global qui permet aux éleveurs d'améliorer la production (et productivité) des troupeaux à court et à moyen termes avec comme objectif d'améliorer leur revenu. C'est un incitant pour poursuivre l'activité de sélection.</p>	<p>Siège CTB, représentation CTB, ONG, MDR</p>
<p>L'encadrement des éleveurs sélectionneurs par les services étatiques (SLPIA/UAPIA) se révèle peu adéquat et une augmentation d'éleveurs à encadrer est perçue comme un accroissement de la corvée. D'où la nécessité de disposer d'un staff technique spécifique sélection pour encadrer une base assez large d'éleveurs.</p>	<p>Siège CTB, représentation CTB, ONG, MDR</p>

<p>Les changements climatiques induisent notamment une diminution du volume des pluies et du couvert végétal rendant difficile la recharge des nappes des eaux souterraines. Dès lors, il va falloir penser à des modes d'exploitation de ces eaux pour prévenir un assèchement potentiel des forages et autres formes d'exploitation au bénéfice des pasteurs.</p>	<p>Siège CTB, représentation CTB, ONG, MDR</p>
---	--

4 Annexes

4.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
	X			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?				
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?				
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
X	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
		X		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant		

		possible.
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?		
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?		
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
		X		
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.		
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.		
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?				
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.		

X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
		X		

4.1 Durabilité financière/économique ?

	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
X	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?

	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
X	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.

4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?

	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
X	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.

4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?

	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
X	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision à prendre					Action			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
Prendre toutes les dispositions pour la réalisation des activités programmées et la mobilisation totale du budget exercice 2015 (critères d'appréciation: taux de réalisation, d'exécution)	Février 2015		SMCL	Projet	Diligenter les marchés publics auprès de la DRMP	Expert marchés publics		Au total 8 marchés publics ont déjà été traités au niveau régional et un est encore en cours.	En cours
					Suivi de la planification à l'aide du MONOP (CTB) ; Réaliser la programmation conjointe avec les services partenaires à Nara	Direction		Suivi mensuel du MONOP avec rapport trimestriel. Tenue effective de réunions trimestrielles de programmation avec tous les services partenaires à Nara (SLPIA/UAPIA, SV, DLCA et CVR)	
Garder le camion bétailière dans le patrimoine du projet et l'utiliser pour les activités du projet	Novembre 2015	-	SMCL	Projet	Le camion bétailière est mis dans l'inventaire du matériel du projet.	Direction projet	Q4-2015	Le camion est utilisé pour les activités du projet	Terminé

4.3 Cadre logique mis à jour

4.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Néant
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	OUI
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	10/2013
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	04/2016
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	02/2012 10/2012 10/2013 10/2014

4.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of ML10902811

Project Title : **Zébu Maure**

Budget Version : **F1**

Currency : **EUR**

YtM :

Year to month : 31/12/2015

Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2011	2012	2013	2014	Expenses	Total	Balance	% Exec
A OBJECTIF SPECIFIQUE (PART) 1			4.838.538,26	293.013,35	367.972,14	854.055,37	970.102,05	1.209.516,44	3.694.659,33	1.143.878,93	76%
01 L'accès aux ressources pastorales est			1.550.489,91	18.859,00	22.390,53	245.314,12	210.736,26	335.056,92	632.356,83	718.133,08	54%
01 Mise en place d'un fonds de développement		COGES	1.293.583,46	9.239,88	510,15	216.592,23	147.951,20	279.062,30	653.355,76	640.227,70	51%
02 Accompagnement du processus de		COGES	234.853,02	9.487,76	21.880,38	28.721,89	43.332,97	54.592,99	158.016,01	76.837,01	67%
03 Renforcement des coopératives pastorales		COGES	22.053,43	131,33			16.452,10	1.401,63	20.985,08	1.068,37	98%
02 La gestion technique des élevages			809.282,84	18.248,56	17.104,83	341.751,42	281.098,04	12.610,43	670.813,28	138.489,56	83%
01 Consolidation du dispositif de terrain		COGES	16.006,33			296,17	15.250,16	103,67	15.650,00	356,33	98%
02 Formations et encadrement spécifique des		COGES	21.081,68				21.081,68	2.259,57	23.341,25	-2.259,57	111%
03 Améliorer la santé animale		COGES	115.271,71	13.634,27	5.923,33	72.670,96	12.963,15	5.733,84	110.925,56	4.346,15	96%
04 Mise en place des Banques Aliments Bétail		COGES	341.922,47	4.014,29	9.700,45	200.440,73	123.901,00	3.194,00	341.656,47	66,00	100%
05 Renforcer les capacités défensives des		COGES	315.000,65		1.481,04	88.337,56	107.902,05	1.319,35	179.040,00	135.960,65	57%
06 Offre de produits financiers		COGES	0,00					0,00	0,00	0,00	7%
03 La commercialisation des produits de			596.064,05	40.255,69	776,58	19.771,53	98.750,25	311.207,70	470.761,74	125.302,31	79%
01 Appui au développement de la filière laitière		COGES	226.327,96	20.410,26	449,72	8.448,21	30.819,77	120.400,93	180.528,89	45.799,07	80%
02 Appui au développement de la filière viande		COGES	369.736,09	19.845,43	326,85	11.323,32	67.930,48	190.806,77	290.232,85	79.503,24	78%
03 Mise en place d'un fonds de crédit pour		COGES	0,00					0,00	0,00	0,00	7%
04 Les capacités des acteurs institutionnels			706.765,59	201.881,54	120.308,51	67.064,74	159.125,44	97.134,00	645.514,22	61.251,37	91%
01 Renforcement des acteurs à se coordonner		COGES	83.667,92	47.848,13	304,90	2.272,98	17.831,91	629,92	68.887,84	14.780,08	82%
02 Appui à la DRPIA		COGES	156.607,03	63.207,83	33.605,10	28.770,96	18.153,14	8.639,29	152.376,31	4.230,72	97%
03 Appui à la SLPIA et UAPIA		COGES	191.536,26	85.022,40	22.320,51	25.055,18	24.258,17	20.585,52	177.241,78	14.294,48	93%
		REGIE	2.038.153,73	522.125,47	474.888,05	412.985,41	485.734,02	615.142,48	2.400.034,30	448.110,43	85%
		COGEST	5.081.848,27	478.588,58	329.255,78	622.881,58	1.085.931,99	1.027.784,63	3.821.600,55	1.240.245,72	75%
TOTAL			8.000.000,00	998.692,03	803.922,73	1.335.026,99	1.531.066,01	1.642.927,11	6.311.634,85	1.688.365,15	79%



Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of MLI0902811

Project Title : **Zébu Maure**

Budget Version : **F1**

Currency : **EUR**

YIM :

Year to month : 31/12/2015

Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing

	Status	Fin Mode	Amount	Start to				Expenses		Total	Balance	% Exec
				2011	2012	2013	2014					
04 Appui aux services vétérinaires		COGES	57.610,32	3.933,18	4.575,18	4.912,06	26.449,90	5.365,18	45.235,51	12.374,81	79%	
05 Appui aux communes		COGES	0,00			0,00		0,00	0,00	0,00	7%	
06 Appui à la Délégation Locale de la CRA		COGES	103.887,62	602,11	1.457,83	6.053,56	71.238,76	20.645,85	99.998,15	3.889,47	96%	
07 Appui à l'émergence du secteur associatif		COGES	55.734,44	1.267,88	323,00		1.193,56	41.268,20	44.052,64	11.681,80	79%	
08 Appui aux Institutions de Micro-finance		COGES	0,00					0,00	0,00	0,00	7%	
09 Motos SLPIA/UAPIA et SV		REGIE	57.722,00		57.721,99			0,00	57.721,99	0,01	100%	
05 Un programme de préservation et de			1.175.935,87	13.768,56	207.391,70	180.153,55	220.392,06	453.507,39	1.075.213,26	100.722,61	91%	
01 Assistant technique International/Appui à la		REGIE	755.435,53	6.660,70	172.028,54	152.733,35	180.932,94	191.880,58	704.236,11	51.199,42	93%	
02 Sélection des sites favorables et organisation		REGIE	0,00					0,00	0,00	0,00	7%	
03 Mise en place des Unités de Testage		COGES	0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	7%	
04 Mettre en place le programme de sélection		COGES	161.470,31	7.107,86	35.363,16	27.420,20	29.649,09	36.349,14	135.889,45	25.580,86	84%	
05 Coordination et diffusion		COGES	37.153,99				9.713,99	14.572,94	24.286,93	12.867,06	85%	
06 Camion bétailière		REGIE	221.876,04				96,04	210.704,73	210.800,77	11.075,27	95%	
X Réserve budgétaire			0,00					0,00	0,00	0,00	7%	
01 Réserve budgétaire			0,00					0,00	0,00	0,00	7%	
01 Réserve budgétaire COGESTION		COGES	0,00					0,00	0,00	0,00	7%	
02 Réserve budgétaire REGIE		REGIE	0,00					0,00	0,00	0,00	7%	
Z MOYENS GENERAUX			3.161.461,74	705.676,69	435.950,59	480.971,62	560.963,96	433.410,67	2.616.975,52	544.486,22	83%	
01 Frais de personnel			1.836.487,00	370.960,18	277.040,24	275.188,17	296.209,27	306.253,82	1.527.651,68	308.835,32	83%	
01 Assistant technique		REGIE	1.194.538,28	281.819,44	174.491,35	166.483,72	166.453,77	171.571,08	960.819,36	233.718,92	80%	
		REGIE	2.038.153,73	522.126,47	474.886,05	412.366,41	485.734,02	615.142,48	2.400.034,30	448.110,43	85%	
		COGEST	641.848,72	478.586,66	329.255,78	622.861,58	1.065.331,99	1.027.784,63	3.821.600,55	1.240.245,72	75%	
TOTAL			8.000.000,00	998.692,03	803.922,73	1.335.028,99	1.531.066,01	1.642.927,11	6.311.634,85	1.688.365,15	79%	



Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of ML10902811

Project Title : **Zébu Maure**

Budget Version : **F1**

Currency : **EUR**

YtM :

Year to month : 31/12/2015

Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2011	2012	2013	2014	Expenses	Total	Balance	% Exec
02 Responsable national Nara		COGES	42.715,17	4.954,59	9.991,51	6.306,82	5.462,25	7.573,67	34.288,84	8.426,33	80%
03 Responsable Administratif et financier Nara		REGIE	144.239,00	14.647,63	15.585,44	26.358,54	28.627,36	25.482,01	110.700,98	33.538,02	77%
04 Equipe finance et administration		COGES	50.648,79	10.394,45	10.666,43	7.351,09	9.556,82	7.483,15	45.451,94	5.196,85	90%
05 Equipe technique		COGES	266.855,90	41.046,04	48.132,45	51.096,79	58.533,49	61.932,92	260.741,68	6.114,22	98%
06 Autres frais de personnel		COGES	106.579,86	18.008,02	18.173,06	17.591,22	21.257,56	22.636,83	87.756,85	8.825,17	92%
07 Assurance maladie personnel		REGIE	16.160,00				8.318,03	8.162,37	16.480,40	-320,40	102%
08 Formation		REGIE	14.750,00					1.411,79	1.411,79	13.338,21	10%
02 Investissements			267.737,56	176.386,97	37.006,08	47.621,52	6.723,00	495,46	266.233,04	-495,48	100%
01 Véhicules		REGIE	119.709,00	119.709,02	0,00			0,00	119.709,02	-0,02	100%
02 Equipement bureau		REGIE	124.764,92	44.024,76	32.912,83	42.171,47	5.055,80	495,46	125.200,58	-495,46	100%
03 Equipement IT		REGIE	23.263,64	12.653,19	4.093,26	5.450,05	1.067,14	0,00	23.263,64	0,00	100%
04 Aménagements du bureau		COGES	0,00					0,00	0,00	0,00	?
03 Frais de fonctionnement			791.541,86	115.720,82	104.070,73	138.993,65	161.448,61	121.226,93	661.460,94	130.080,92	84%
01 Loyer du bureau		COGES	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	?
02 Services et frais de maintenance		COGES	48.033,25	7.746,03	5.976,64	5.614,24	19.496,35	4.460,96	43.294,22	4.739,03	90%
03 Frais de fonctionnement des véhicules		COGES	330.037,00	36.340,89	33.873,74	46.072,04	70.628,36	57.297,93	263.212,66	77.724,04	77%
04 Télécommunications		COGES	75.743,75	19.889,72	7.703,20	11.686,10	13.584,73	13.602,05	66.465,80	9.277,95	88%
05 Fournitures de bureau		COGES	54.267,52	11.586,26	7.803,48	5.582,30	12.935,45	4.423,16	42.330,66	11.956,84	78%
06 Missions		COGES	99.075,53	17.733,86	17.025,51	17.377,66	19.638,48	19.098,54	90.874,07	8.201,46	92%
07 Frais de représentation et de communication		COGES	11.710,16	240,18	720,32	67,08	4.682,56	5.155,06	10.865,22	844,94	93%
		REGIE	2.038.153,73	522.125,47	474.886,05	412.366,41	485.734,02	615.142,48	2.400.034,30	448.110,43	85%
		COGEST	5.081.848,77	476.586,56	329.255,78	622.881,58	1.085.331,99	1.027.784,63	3.821.800,55	1.240.245,72	75%
		TOTAL	8.000.000,00	996.692,03	803.922,73	1.335.026,99	1.531.066,01	1.642.927,11	8.311.634,85	1.688.365,15	79%



Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of MLI0902811

Project Title : **Zébu Maure**

Budget Version : **F1**

Currency : **EUR**

YtM :

Year to month : 31/12/2015

Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing

	Status	Fin Mode	Amount	Start to				Expenses		Total	Balance	% Exec
				2011	2012	2013	2014					
08 Formation		COGES	0,00					0,00	0,00	0,00	0%	
09 Frais de consultance		COGES	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00	0%	
10 Frais financiers		COGES	0,00					0,00	0,00	0,00	0%	
11 Frais TVA		COGES	0,00					0,00	0,00	0,00	0%	
12 Autres frais de fonctionnement		COGES	170.228,75	22.183,84	30.987,83	82.854,23	31.482,85	17.189,23	154.417,00	15.810,78	91%	
13 Assurance Bâtiments		COGES	1.525,00					0,00	0,00	1.525,00	0%	
04 Audit et suivi et Evaluation			285.695,32	42.610,64	17.833,51	19.168,28	74.582,88	5.434,41	159.629,72	106.085,60	60%	
01 Frais de suivi et évaluation		REGIE	210.469,60	42.610,64	15.622,18	17.693,34	66.043,43	5.374,67	147.344,26	63.125,34	70%	
02 Audit		REGIE	50.068,26				7.068,26	0,00	7.068,26	43.000,00	14%	
03 Backstopping		REGIE	5.157,46		2.211,33	1.474,94	1.471,19	59,74	5.217,20	-59,74	101%	
99 Conversion rate adjustment			0,00	0,08	0,03			0,05	0,14	-0,14	0%	
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	0,08	0,03			0,05	0,14	-0,14	0%	
99 Conversion rate adjustment		COGES	0,00					0,00	0,00	0,00	0%	

REGIE	2.038.153,73	522.125,47	474.688,05	412.365,41	485.734,02	615.142,48	2.400.034,30	448.110,43	85%
COGEST	5.081.848,27	476.588,58	329.255,78	622.681,58	1.085.331,99	1.027.784,63	3.821.600,55	1.240.245,72	75%
TOTAL	8.000.000,00	998.692,05	803.922,73	1.335.028,99	1.531.066,01	1.642.927,11	6.311.634,85	1.688.356,15	79%



4.6 Ressources en termes de communication

- A. Outmani, J. Mbayahaga, L. Diallo et L. Grétry, 2015 : Institutions, professionnels et amélioration génétique au Mali : réflexions critiques et diagnostic institutionnel en rapport avec l'amélioration génétique. 32 pages.
- M.T. Samake, 2015 : Diagnostic zootechnique des élevages bovin zébu Maure dans le cercle de Nara. Mémoire de fin d'études, IPR/IFRA, 40 pages.
- K. Sidibe, 2015 : Conduite de l'élevage de la race Ndama dans le cercle de Yanfolila : contraintes et perspectives. 51 pages.
- A. Dembele, 2015 : Diagnostic des élevages bovins laitiers dans la zone périurbaine de Bamako-Koulikoro. 40 pages.
- CTB Mali, 2015 : Sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables à Nara (Mali).